

N° : 2025 – 02– 21 –01

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 21 février 2025**

**Objet** : Débat d'Orientation Budgétaire 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

Monsieur Le Maire rappelle à l'Assemblée l'obligation pour les communes de plus de 3 500 habitants d'organiser un débat d'orientation budgétaire dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget.

Il précise que les objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire sont les suivants :

- De discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif de l'année 2025
- D'être informé sur l'évolution de la situation financière de la commune.
- De s'appuyer sur les engagements pluri-annuels en investissements ainsi que sur la structure et la gestion de la dette
- 

Il est indiqué que ce débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Prend acte que le débat d'orientation budgétaire 2025 a eu lieu
- Demande au Maire de préparer le budget 2025 selon les orientations ainsi définies
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce relative à cette décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUËL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

A handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Hélène Magré', is written below the text identifying her as the secretary of the meeting.

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le 07 MARS 2025  
et de sa réception en Préfecture le 07 MARS 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

# La Gacilly

Glénac • La Chapelle-Gaceline • La Gacilly

## Débat d'Orientations Budgétaires 2025

### Conseil municipal du 21 février 2025

Le débat sur les orientations budgétaires (DOB), doit permettre aux élus locaux d'avoir une vision de l'environnement juridique et financier de la collectivité mais aussi d'appréhender les différents éléments de contexte concernant la préparation budgétaire de l'année 2025.

Dans les deux mois qui précèdent l'adoption du budget primitif (article L.2312-3 du code général des collectivités territoriales), les conseillers municipaux sont invités à débattre, à partir de l'évolution du contexte financier et budgétaire, des orientations proposées pour l'élaboration du budget à venir.

### Table des matières

|       |  |    |
|-------|--|----|
| 1     | Introduction .....   | 2  |
| 2     | Eléments de contexte général .....                                 | 3  |
| 3     | Point sur l'exercice 2024 .....                                    | 4  |
| 3.1   | Résultats .....  | 4  |
| 3.1.1 | Rappel des résultats des différents budgets depuis la fusion ..... | 4  |
| 3.1.2 | Résultats 2024.....  | 5  |
| 3.2   | Autofinancement brut et net.....                                   | 5  |
| 3.3   | Le C.A de fonctionnement du Budget Principal 2024.....             | 5  |
| 3.3.1 | Les dépenses .....   | 5  |
| 3.3.2 | Les recettes .....   | 9  |
| 3.4   | L'investissement : .....   | 10 |
| 3.5   | Dette de la commune :.....   | 10 |
| 4     | Prospective 2025 .....   | 11 |
| 4.1   | Recettes de Fonctionnement.....                                    | 11 |
| 4.1.1 | Produits de Fiscalité Directe Locale .....                         | 12 |
| 4.1.2 | Attribution de compensation.....                                   | 13 |
| 4.1.3 | Dotations et subventions.....                                      | 13 |
| 4.1.4 | Autres rentrées budgétaires.....                                   | 14 |
| 4.2   | Dépenses de Fonctionnement.....                                    | 14 |
| 4.2.1 | Au titre des Charges à caractère générale .....                    | 14 |
| 4.2.2 | Au titre des Charges de Personnel .....                            | 14 |
| 4.2.3 | Au titre des Charges de gestion courante.....                      | 15 |
| 4.3   | Budget d'Investissement .....                                      | 15 |
| 4.3.1 | Recettes d'Investissements .....                                   | 15 |
| 4.3.2 | 4Dépenses d'Investissements .....                                  | 15 |
| 5     | Conclusion.....  | 17 |

## 1 Introduction

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-01210220252-DE

Le vote des budgets primitifs communaux constitue un moment important de l'année le conseil municipal est donc appelé à débattre des orientations budgétaires qui préfigureront les budgets de l'exercice 2025. Ce débat vise ainsi à permettre à l'assemblée délibérante et à la population de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue la commune, et les contraintes auxquelles elle est ou sera confrontée.

Comme l'année dernière, ce D.O.B s'inscrit par ailleurs, dans une démarche prospective pluriannuelle, permettant de comprendre le contexte dans lequel pourrait évoluer notre Commune.

Pour cette année 2025, les objectifs et orientations proposés pour la construction des budgets seront les suivants :

- Engager une réflexion sur les taux d'imposition, ayant peu évolué ces dernières années, sans pour autant grever le pouvoir d'achat des ménages.
- Maintien des finances à l'équilibre par la maîtrise des dépenses et l'optimisation des recettes.
- Rigueur et contrôle des dépenses à engager et seulement si elles sont nécessaires, au service de l'intérêt général.
- Mise en concurrence systématique des achats par des marchés publics ou autres.
- Dépenses de personnel en corrélation avec les projets réalisables pour un service public de qualité.
- Maîtrise des dépenses de charges à caractère général par un suivi régulier des dépenses effectuées.
- Conserver une capacité d'autofinancement suffisante pour les investissements actuels et futurs.
- Suivi responsable d'un Plan Pluriannuel d'Investissements.
- Poursuivre l'entretien, la rénovation de la voirie et des bâtiments communaux
- Transparence de l'action municipale.

Dans ce contexte mondial et national incertain, il s'agit, malgré tout, de garder des ratios financiers favorables, de manière à permettre à la collectivité d'investir pour assurer la pérennité du patrimoine communal et améliorer les services à la population.

Les simulations et hypothèses budgétaires seront naturellement affinées, d'ici le vote des budgets primitifs, lequel interviendra lors du prochain conseil municipal du **28 mars prochain**.

Par ailleurs, ces budgets primitifs seront complétés en cours d'exercice par des D.M. (décision modificative) afin notamment de prendre en compte la notification par l'Etat des dotations et des bases d'imposition.

## 2 Éléments de contexte général

Le projet de loi de finances prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4% du PIB en 2025. Dans cet objectif, une baisse des dépenses de l'État et des taxes exceptionnelles sur les plus fortunés et les plus grandes entreprises sont en particulier proposées.

Il est demandé aux collectivités un effort budgétaire de 2,2 Md€ aux plus grandes collectivités locales (au lieu des 5 Md€ envisagés par le gouvernement à l'automne).

Le fonds vert, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est en baisse par rapport à 2024 mais moins que prévu initialement.

Pour financer les trains régionaux, un versement mobilité (VM) au profit des régions est créé au taux de 0,15%. Il s'agit d'une contribution prélevée sur la masse salariale des entreprises d'au moins 11 salariés.

Le projet de loi de finances pour 2025 avait été présenté à l'automne 2024 par le gouvernement de Michel Barnier à l'issue d'une procédure budgétaire retardée par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024 et la démission du gouvernement de Gabriel Attal. Le texte ambitionnait de redresser les comptes publics de l'ordre de 60 Md€ et de réduire le déficit public à 5% du PIB en 2025.

Le gouvernement de Michel Barnier ayant été censuré par les députés le 4 décembre 2024, une loi de finances spéciale avait été promulguée le 20 décembre 2024 afin de permettre à l'État de continuer à prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics et ce jusqu'à la promulgation de la loi de finances initiale pour 2025.

En janvier 2025, le nouveau Premier ministre, François Bayrou avait souhaité repartir du PLF déposé en octobre 2024 et là où les débats s'étaient arrêtés en décembre au Sénat après la censure. Le nouveau budget proposé a été adopté par les 2 assemblées.

## 3.1 Résultats

## 3.1.1 Rappel des résultats des différents budgets depuis la fusion

| Année                               | 2017                     | 2018            | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        | 2023        | 2024        | Evol        | Total        | Total Mandat | Moy          |             |
|-------------------------------------|--------------------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Principal                           | Recette réelles          | 4 130 859 €     | 4 088 468 € | 4 141 439 € | 4 130 192 € | 4 112 459 € | 4 195 924 € | 4 497 103 € | 4 569 473 € | 2%           | 33 865 917 € | 21 505 151 € | 4 233 240 € |
|                                     | Dépenses réelles         | 2 684 236 €     | 2 748 917 € | 2 716 570 € | 2 997 408 € | 3 332 429 € | 3 618 001 € | 3 809 761 € | 4 084 722 € | 7%           | 25 992 044 € | 17 842 321 € | 3 249 006 € |
|                                     | Produits exceptionnels   |                 |             |             |             |             | 146 408 €   |             | 57 913 €    |              | 204 322 €    | 204 322 €    | 102 161 €   |
|                                     | Report N-1               | 645 231 €       | 930 312 €   | 973 991 €   | 1 267 393 € | 1 405 560 € | 1 159 604 € | 746 207 €   | 502 675 €   | -33%         | 7 630 972 €  | 5 081 439 €  | 953 872 €   |
|                                     | Intérêts d'emprunt       | 8 290 €         | 7 051 €     | 6 303 €     | 5 547 €     | 2 811 €     | 2 908 €     | 5 362 €     | 77 845 €    | 1352%        | 116 116 €    | 94 472 €     | 14 514 €    |
|                                     | Capital des emprunts     | 23 344 €        | 33 597 €    | 31 571 €    | 32 458 €    | 24 158 €    | 49 183 €    | 27 608 €    | 94 828 €    | 243%         | 316 748 €    | 228 235 €    | 39 593 €    |
|                                     | Épargne de gestion       | 1 454 913 €     | 1 346 601 € | 1 431 172 € | 1 138 331 € | 782 841 €   | 580 831 €   | 692 703 €   | 620 509 €   | -10%         | 8 047 902 €  | 3 815 215 €  | 1 005 988 € |
|                                     | Épargne brute            | 1 446 623 €     | 1 339 551 € | 1 424 869 € | 1 132 784 € | 780 030 €   | 577 923 €   | 687 341 €   | 542 664 €   | -21%         | 7 931 786 €  | 3 720 743 €  | 991 473 €   |
|                                     | Épargne nette            | 1 431 569 €     | 1 313 004 € | 1 399 601 € | 1 100 325 € | 755 873 €   | 528 740 €   | 659 734 €   | 447 837 €   | -32%         | 7 636 682 €  | 3 492 508 €  | 954 585 €   |
|                                     | Subventions              | 732 604 €       | 1 201 090 € | 253 211 €   | 95 830 €    | 174 246 €   | 274 049 €   | 327 794 €   | 151 508 €   | -54%         | 3 210 332 €  | 1 023 427 €  | 401 292 €   |
|                                     | % sub/ invest            | 24%             | 28%         | 14%         | 9%          | 9%          | 16%         | 10%         | 5%          | -47%         | 16%          | 48%          | 16%         |
| Investissements TTC                 | 2 995 861 €              | 4 283 297 €     | 1 784 682 € | 1 069 097 € | 2 005 017 € | 1 725 796 € | 3 404 044 € | 2 987 290 € | -12%        | 20 255 085 € | 11 191 245 € | 2 531 886 €  |             |
| Artémisia                           | Recette réelles          |                 | 30 742 €    | 67 589 €    | 22 913 €    | 95 384 €    | 113 834 €   | 147 288 €   | 231 919 €   | 57%          | 709 670 €    | 611 339 €    | 101 381 €   |
|                                     | Subvention BP            |                 | 196 500 €   | 100 000 €   | 124 157 €   | 255 000 €   | 250 113 €   | 225 000 €   | 212 000 €   | -6%          | 1 362 770 €  | 1 066 270 €  | 194 681 €   |
|                                     | ratio RR/RR+Sub          |                 | 14%         | 40%         | 16%         | 38%         | 43%         | 54%         | 67%         | 25%          | 2 €          | 2 €          | 34%         |
|                                     | Dépenses réelles         |                 | 129 856 €   | 219 130 €   | 189 707 €   | 340 366 €   | 368 470 €   | 345 580 €   | 374 031 €   | 8%           | 1 967 139 €  | 1 618 153 €  | 281 020 €   |
|                                     | Intérêts d'emprunt       |                 | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Capital des emprunts     |                 | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Report N-1               |                 |             | 97 385 €    | 45 843 €    | 3 206 €     | 13 225 €    | 0 €         | 0 €         |              | 159 659 €    | 62 274 €     | 26 610 €    |
|                                     | Épargne de gestion       | 0 €             | 97 386 €    | -51 541 €   | -42 638 €   | 10 019 €    | -4 523 €    | 26 709 €    | 69 888 €    | 162%         | 105 300 €    | 59 456 €     | 13 163 €    |
|                                     | Épargne brute            | 0 €             | 97 386 €    | -51 541 €   | -42 638 €   | 10 019 €    | -4 523 €    | 26 709 €    | 69 888 €    | 162%         | 105 300 €    | 59 456 €     | 13 163 €    |
|                                     | Épargne nette            | 0 €             | 97 386 €    | -51 541 €   | -42 638 €   | 10 019 €    | -4 523 €    | 26 709 €    | 69 888 €    | 162%         | 105 300 €    | 59 456 €     | 13 163 €    |
|                                     | Investissements HT       | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 9 913 €     | 24 730 €    | 5 616 €     | 15 165 €    | 170%         | 55 425 €     | 55 425 €     | 6 928 €     |
| Parc immobilier                     | Recette réelles          |                 |             |             |             | 169 180 €   | 181 637 €   | 211 903 €   | 237 343 €   | 12%          | 800 061 €    | 800 061 €    | 200 015 €   |
|                                     | Dépenses réelles         |                 |             |             |             | 62 960 €    | 58 477 €    | 75 371 €    | 104 917 €   | 39%          | 301 725 €    | 301 725 €    | 75 431 €    |
|                                     | Report N-1               |                 |             |             |             | 6 027 €     | 0 €         | 0 €         | 23 000 €    |              | 29 027 €     | 29 027 €     | 7 257 €     |
|                                     | Intérêts d'emprunt       |                 |             |             |             | 0 €         | 2 315 €     | 15 584 €    | 14 786 €    | -5%          | 32 684 €     | 32 684 €     | 8 171 €     |
|                                     | Capital des emprunts     |                 |             |             |             | 0 €         | 32 242 €    | 101 311 €   | 95 214 €    | -6%          | 228 766 €    | 228 766 €    | 57 192 €    |
|                                     | Épargne de gestion       | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 106 220 €   | 125 474 €   | 152 116 €   | 147 211 €   | -3%          | 531 021 €    | 531 021 €    | 66 378 €    |
|                                     | Épargne brute            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 106 220 €   | 123 159 €   | 136 532 €   | 132 426 €   | -3%          | 498 337 €    | 498 337 €    | 62 292 €    |
|                                     | Épargne nette            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 106 220 €   | 93 232 €    | 50 805 €    | 37 212 €    | -27%         | 287 469 €    | 287 469 €    | 35 934 €    |
|                                     | Subventions              |                 |             |             |             | 0 €         | 541 059 €   | 612 758 €   | 143 219 €   | -77%         | 1 297 037 €  | 1 297 037 €  | 324 259 €   |
|                                     | Investissements HT       |                 |             |             |             | 0 €         | 541 059 €   | 612 758 €   | 143 219 €   | -77%         | 1 297 037 €  | 1 297 037 €  | 324 259 €   |
|                                     | Activités portuaires     | Recette réelles | 7 093 €     | 7 643 €     | 7 413 €     | 5 413 €     | 4 571 €     | 9 260 €     | 9 682 €     | 17 788 €     | 84%          | 68 863 €     | 46 714 €    |
| Subvention BP                       |                          |                 |             |             |             |             |             |             | 21 797 €    |              | 21 797 €     | 21 797 €     | 21 797 €    |
| Dépenses réelles                    |                          | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 1 105 €     | 338 €       | 2 455 €     | 1 604 €     | 2 970 €     | 85%          | 8 473 €      | 8 472 €      | 1 059 €     |
| Report N-1                          |                          | 2 856 €         | 4 535 €     | 6 763 €     | 8 762 €     | 7 656 €     | 6 475 €     | 0 €         | 0 €         |              | 37 046 €     | 22 894 €     | 4 631 €     |
| Intérêts d'emprunt                  |                          | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
| Capital des emprunts                |                          | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
| Épargne de gestion                  |                          | 7 093 €         | 7 642 €     | 7 413 €     | 4 309 €     | 4 233 €     | 6 805 €     | 8 077 €     | 36 615 €    | 353%         | 82 187 €     | 60 039 €     | 10 273 €    |
| Épargne brute                       |                          | 7 093 €         | 7 642 €     | 7 413 €     | 4 309 €     | 4 233 €     | 6 805 €     | 8 077 €     | 36 615 €    | 353%         | 82 187 €     | 60 039 €     | 10 273 €    |
| Épargne nette                       |                          | 7 093 €         | 7 642 €     | 7 413 €     | 4 309 €     | 4 233 €     | 6 805 €     | 8 077 €     | 36 615 €    | 353%         | 82 187 €     | 60 039 €     | 10 273 €    |
| Subventions                         |                          |                 |             |             |             |             |             | 268 308 €   | 186 428 €   | -31%         | 454 736 €    | 454 736 €    | 227 368 €   |
| Investissements HT                  |                          | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 42 428 €    | 15 048 €    | 1 075 182 € | 7045%        | 1 132 659 €  | 1 132 659 €  | 141 582 €   |
| Cantine                             | Recette réelles          |                 |             |             |             | 0 €         | 53 537 €    | 53 021 €    | -1%         | 106 558 €    | 106 558 €    | 35 519 €     |             |
|                                     | Subvention BP            |                 |             |             |             | 0 €         | 0 €         | 0 €         |             | 0 €          | 0 €          | 0 €          |             |
|                                     | Dépenses réelles         |                 |             |             |             |             | 1 761 €     | 83 216 €    | 119 823 €   | 44%          | 204 799 €    | 204 799 €    | 68 266 €    |
|                                     | Report N-1               |                 |             |             |             | 0 €         | 0 €         | -31 439 €   |             |              | -31 439 €    | -31 439 €    | -10 480 €   |
|                                     | Intérêts d'emprunt       |                 |             |             |             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Capital des emprunts     |                 |             |             |             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Épargne de gestion       | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | -1 761 €    | -29 679 €   | -66 802 €   | 125%         | -98 241 €    | -98 241 €    | -12 280 €   |
|                                     | Épargne brute            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | -1 761 €    | -29 679 €   | -66 802 €   | 125%         | -98 241 €    | -98 241 €    | -12 280 €   |
|                                     | Épargne nette            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | -1 761 €    | -29 679 €   | -66 802 €   | 125%         | -98 241 €    | -98 241 €    | -12 280 €   |
|                                     | Investissements HT       |                 |             |             |             | 0 €         | 0 €         | 5 413 €     |             |              | 5 413 €      | 5 413 €      | 1 804 €     |
|                                     | Assainissement           | Recette réelles | 223 201 €   | 229 041 €   | 287 879 €   | 236 218 €   | 292 204 €   | 263 597 €   | 265 652 €   | 270 600 €    | 2%           | 2 068 392 €  | 1 328 271 € |
| Dépenses réelles                    |                          | 15 738 €        | 9 322 €     | 1 197 €     | 276 €       | 22 €        | 0 €         | 3 992 €     | 34 155 €    | 756%         | 64 703 €     | 38 446 €     | 8 088 €     |
| Report N-1                          |                          | 161 969 €       | 165 876 €   | 251 165 €   | 408 484 €   | 525 554 €   | 699 164 €   | 0 €         | 0 €         |              | 2 212 211 €  | 1 633 201 €  | 276 526 €   |
| Intérêts d'emprunt                  |                          | 2 134 €         | 1 219 €     | 1 197 €     | 276 €       | 22 €        | 0 €         | -7 €        | 24 228 €    | -324866%     | 29 069 €     | 24 518 €     | 3 634 €     |
| Capital des emprunts                |                          | 22 111 €        | 22 692 €    | 23 292 €    | 23 913 €    | 7 070 €     | 0 €         | 0 €         | 200 000 €   |              | 299 078 €    | 230 983 €    | 37 385 €    |
| Épargne de gestion                  |                          | 209 597 €       | 220 938 €   | 287 879 €   | 236 218 €   | 292 204 €   | 263 597 €   | 261 652 €   | 260 673 €   | 0%           | 2 032 758 €  | 1 314 344 €  | 254 095 €   |
| Épargne brute                       |                          | 207 463 €       | 219 719 €   | 286 682 €   | 235 942 €   | 292 182 €   | 263 597 €   | 261 660 €   | 236 445 €   | -10%         | 2 003 689 €  | 1 289 825 €  | 250 461 €   |
| Épargne nette                       |                          | 187 486 €       | 198 246 €   | 264 587 €   | 212 305 €   | 285 134 €   | 263 597 €   | 261 652 €   | 36 445 €    | -86%         | 1 709 452 €  | 1 059 133 €  | 213 682 €   |
| Investissements HT                  |                          | 27 032 €        | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 478 179 €   | 1 107 572 € | 1 087 335 € | -2%          | 2 700 117 €  | 2 673 085 €  | 337 515 €   |
| Travaux                             |                          | 21 120 €        | 352 €       | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 21 472 €     | 0 €          | 2 684 €     |
| Ventes                              |                          | 121 095 €       | 4 998 €     | 107 835 €   | 5 444 €     | 250 224 €   | 89 895 €    | 34 515 €    | 27 768 €    | -20%         | 641 774 €    | 407 846 €    | 80 222 €    |
| Lotissement des hauts de La Gacilly | Amortissement            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 50 000 €    | 100 000 €   | 100 000 €   | 150 000 €   | 50 000 €    | -67%         | 450 000 €    | 450 000 €    | 56 250 €    |
|                                     | Travaux                  |                 | 3 606 €     | 150 342 €   | 88 570 €    | 75 560 €    | 133 643 €   | 116 361 €   | 175 440 €   | 51%          | 743 523 €    | 589 574 €    | 106 218 €   |
|                                     | Ventes                   |                 |             |             | 55 507 €    | 99 934 €    | 40 339 €    | 15 225 €    | 134 464 €   | 783%         | 345 469 €    | 345 469 €    | 69 094 €    |
| Lotissement du Héron                | Amortissement            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Travaux                  |                 |             |             |             |             |             | 106 475 €   |             |              | 106 475 €    | 106 475 €    | 106 475 €   |
|                                     | Ventes                   |                 |             |             |             |             |             |             |             |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
| Lotissement des Chataigniers        | Amortissement            | 0 €             | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         | 0 €         |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Travaux                  |                 |             |             |             |             |             |             |             |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
|                                     | Ventes                   |                 |             |             |             |             |             |             |             |              | 0 €          | 0 €          | 0 €         |
| Total                               | Recettes réelles         | 4 555 048 €     | 4 629 188 € | 4 779 018 € | 4 617 751 € | 5 278 956 € | 5 291 007 € | 5 459 904 € | 5 834 087 € | 7%           | 40 444 958 € | 26 481 705 € | 5 055 620 € |
|                                     | Dépenses réelles         | 2 715 475 €     | 2 906 589 € | 2 953 272 € | 3 207 576 € | 3 736 114 € | 4 049 164 € | 4 319 524 € | 4 720 618 € | 9%           | 28 608 332 € | 20 032 996 € | 3 576 041 € |
|                                     | Intérêts d'emprunt       | 10 489 €        | 8 304 €     | 7 504 €     | 5 823 €     | 2 833 €     | 5 223 €     | 20 938 €    | 116 858 €   | 458%         | 177 972 €    | 151 675 €    | 22 247 €    |
|                                     | Capital des emprunts     | 51 473 €        | 62 336 €    | 55 702 €    | 56 372 €    | 31 228 €    | 81 425 €    | 128 918 €   | 390 041 €   | 203%         | 857 985 €    | 687 985 €    | 107 187 €   |
|                                     | Épargne de gestion (CAF) | 1 850 061 €     | 1 730 903 € | 1 833 250 € | 1 415 999 € | 1 545 675 € | 1 247 066 € | 1 161 318 € | 1 230 326 € | 6%           | 12 014 599 € | 6 600 384 €  | 1 501 825 € |
|                                     | Épargne brute            | 1 839 572 €     | 1 722 599 € | 1 825 746 € | 1 410 175 € | 1 5         |             |             |             |              |              |              |             |

### 3.1.2 Résultats 2024

Attention, les chiffres du tableau suivant correspondent aux mandats (dépenses) et titres émis (recettes) réelles et d'opérations d'ordres. Ces résultats sont susceptibles d'évoluer, la trésorerie n'ayant pas remis les comptes définitifs.

|                                     | Sections       | Mandats émis | Titres émis | Résultat brut | Apport Budget Principal | Résultat net | Reprise des résultats antérieurs | Résultat cumulé |
|-------------------------------------|----------------|--------------|-------------|---------------|-------------------------|--------------|----------------------------------|-----------------|
| Principal                           | Fonctionnement | 4 566 967 €  | 4 656 645 € | 89 678 €      |                         | 89 678 €     | 502 675 €                        | 592 353 €       |
|                                     | Investissement | 3 995 933 €  | 5 914 041 € | 1 918 108 €   |                         | 1 918 108 €  | -534 497 €                       | 1 383 611 €     |
| Artémisia                           | Fonctionnement | 380 611 €    | 231 919 €   | -148 692 €    | 212 000 €               | 63 308 €     | 0 €                              | 63 308 €        |
|                                     | Investissement | 15 165 €     | 28 169 €    | 13 003 €      |                         | 13 003 €     | -25 708 €                        | -12 704 €       |
| Parc immobilier                     | Fonctionnement | 136 797 €    | 237 343 €   | 100 546 €     |                         | 100 546 €    | 23 000 €                         | 123 546 €       |
|                                     | Investissement | 238 433 €    | 113 698 €   | -124 735 €    |                         | -124 735 €   | 61 366 €                         | -63 369 €       |
| Activités portuaires                | Fonctionnement | 37 767 €     | 17 788 €    | -19 979 €     | 21 797 €                | 1 818 €      | 0 €                              | 1 818 €         |
|                                     | Investissement | 1 075 182 €  | 479 888 €   | -595 294 €    |                         | -595 294 €   | 268 153 €                        | -327 141 €      |
| Cantine scolaire                    | Fonctionnement | 151 262 €    | 53 021 €    | -98 241 €     |                         | -98 241 €    | -31 439 €                        | -129 680 €      |
|                                     | Investissement | 5 413 €      | 628 557 €   | 623 144 €     |                         | 623 144 €    |                                  | 623 144 €       |
| Assainissement                      | Fonctionnement | 220 567 €    | 337 824 €   | 117 257 €     |                         | 117 257 €    | 0 €                              | 117 257 €       |
|                                     | Investissement | 1 357 474 €  | 1 327 884 € | -29 590 €     |                         | -29 590 €    | 348 558 €                        | 318 968 €       |
| Lotissement des hauts de La Gacilly | Fonctionnement | 21 072 €     | 98 840 €    | 77 768 €      | - €                     | 77 768 €     | -449 095 €                       | -371 327 €      |
|                                     | Investissement | 21 072 €     | 205 587 €   | 184 515 €     |                         | 184 515 €    | -184 515 €                       | 0 €             |
| Lotissement du Héron                | Fonctionnement | 480 710 €    | 441 545 €   | -39 166 €     |                         | -39 166 €    | -37 449 €                        | -76 615 €       |
|                                     | Investissement | 307 081 €    | 305 270 €   | -1 810 €      |                         | -1 810 €     | -305 270 €                       | -307 081 €      |
| Lotissement des Châtaigniers        | Fonctionnement | 106 475 €    | 0 €         | -106 475 €    |                         | -106 475 €   | -37 449 €                        | -143 924 €      |
|                                     | Investissement | 0 €          | 0 €         | 0 €           |                         | 0 €          |                                  | 0 €             |
| Total                               | Fonctionnement | 6 102 228 €  | 6 074 925 € | -27 304 €     | 233 797 €               | 206 493 €    | 7 691 €                          | 176 735 €       |
|                                     | Investissement | 7 015 754 €  | 9 003 094 € | 1 987 341 €   | 0 €                     | 1 987 341 €  | -371 912 €                       | 1 615 428 €     |

### 3.2 Autofinancement brut et net

L'épargne nette (tous budgets confondus) est de 723 k€, en baisse de 28% par rapport à 2023. Cet indicateur est quasiment à la moitié de celui enregistré en 2020 (1353 k€ cette année-là). Deux de nos 9 budgets enregistrent en 2024 une baisse significative de notre épargne nette :

- Le Budget Principal avec un montant d'épargne de 447 k€ en baisse de 32% par rapport à 2023. La hausse des coûts énergétiques (+ 90 k€) et l'augmentation de remboursement des annuités d'emprunt (+ 142 k€) lié à l'emprunt de 4 millions d'€ en sont les principales résultantes.
- Le Budget Assainissement : La souscription de l'emprunt de 1 million d'€ a entraîné une diminution de l'épargne nette passant de 261 k€ en 2023 à 36 k€ en 2024.

Au vu des années précédentes, ce résultat est décevant. La politique mise en place par la nouvelle équipe depuis 2020 et la forte inflation expliquent en partie ce résultat. En contrepartie, les recettes n'ont pas suivi ces hausses de dépenses. Le rapport rétrospectif qui suit sur la gestion de la collectivité a pour objectif d'orienter au mieux les élus dans leurs prochaines décisions.

### 3.3 Le C.A de fonctionnement du Budget Principal 2024

Le CA du budget principal de la commune nouvelle s'élève à 4 084 722 € en dépenses réelles (+ 7,3% par rapport à 2023) pour un montant total de recettes réelles de 4 569 473 € (+ 1,6%).

#### 3.3.1 Les dépenses

Il est présenté le tableau suivant relatif à une comparaison des budgets Prévisionnels Réels depuis 2020 :

|  | 2020        | Evol  | 2021        | Evol   | 2022        | Evol   | 2023        | Evol    | 2024        |
|--|-------------|-------|-------------|--------|-------------|--------|-------------|---------|-------------|
| 011 Charges à caractère général                    | 1 018 641 € | 4 %   | 1 061 000 € | 5 %    | 1 114 760 € | -6 %   | 1 047 859 € | 20 %    | 1 253 035 € |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés        | 1 252 098 € | 11 %  | 1 384 796 € | 11 %   | 1 537 206 € | 14 %   | 1 756 944 € | 4 %     | 1 828 394 € |
| 014 Atténuations de produits                       | 432 €       | 0 %   | 433 €       | -100 % | 0 €         | 0 %    | 0 €         | 0 %     | 4 456 €     |
| 65 Autres charges de gestion courante              | 670 690 €   | 17 %  | 782 841 €   | 10 %   | 863 011 €   | 16 %   | 999 579 €   | -8 %    | 920 890 €   |
| 66 Charges financières                             | 5 547 €     | -49 % | 2 811 €     | 3 %    | 2 908 €     | -8 %   | 2 690 €     | 2 794 % | 77 845 €    |
| 67 Charges exceptionnelles                         | 50 000 €    | 101 % | 100 548 €   | -0 %   | 100 115 €   | -100 % | 18 €        | 416 %   | 94 €        |
| Dépenses réelles de fonctionnement                 | 2 997 408 € | 11 %  | 3 332 429 € | 9 %    | 3 618 001 € | 5 %    | 3 807 089 € | 7 %     | 4 084 713 € |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 247 728 €   | 71 %  | 423 475 €   | 40 %   | 593 179 €   | -33 %  | 396 377 €   | 22 %    | 482 245 €   |
| Opérations d'ordre                                 | 247 728 €   | 71 %  | 423 475 €   | 40 %   | 593 179 €   | -33 %  | 396 377 €   | 22 %    | 482 245 €   |
| Total dépenses de fonctionnement                   | 3 245 136 € | 16 %  | 3 755 904 € | 12 %   | 4 211 180 € | -1 %   | 4 203 466 € | 9 %     | 4 566 958 € |

### 3.3.1.1 Charges à caractère général : Objectif -10%

Envoyé en préfecture le 12/03/2025  
 Reçu en préfecture le 12/03/2025  
 Publié le  
 ID : 056-200064269-20250221-01210220252-DE

Dans le tableau ci-après, il vous est présenté le tableau d'évolution du chapitre 11 :

- Evolutions des dépenses entre le CA 2023 et le CA 2024
- La proposition pour l'année 2025 avec une diminution de ces charges de 10 % soit un montant de 125 k€ :

|  | BP 2024            | CA2023             | CA 2024            | Différence       | Evol %     | Observations  | BP2025             | Objectif 10% |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------|---|--------------------|--------------|
| <b>Total</b>   | <b>1 272 000 €</b> | <b>1 047 859 €</b> | <b>1 253 426 €</b> | <b>205 567 €</b> | <b>20%</b> |   | <b>1 128 100 €</b> | <b>-10%</b>  |
| 6028 - Achats stockés - Autres achats stockés et autres approv.        | 0 €                | 261 €              | 0 €                | -261 €           | -100%      |   |                    |              |
| 6042 - Achats de prestations de services (sauf terrains à aménager)    | 5 000 €            | 1 262 €            | 4 310 €            | 3 048 €          | 242%       | Entrées Piscine Ecole JDF                               | 4 000 €            | -7%          |
| 605 - Achats de matériel, équipements et travaux                       | 0 €                | 1 622 €            | 0 €                | -1 622 €         | -100%      |   |                    |              |
| 60611 - Fournitures non stockables - Eau et assainissement             | 50 000 €           | 48 881 €           | 33 546 €           | -15 334 €        | -31%       |   | 35 000 €           | 4%           |
| 60612 - Fournitures non stockables - Energie - Electricité             | 250 000 €          | 107 614 €          | 197 875 €          | 90 261 €         | 84%        |   | 200 000 €          | 1%           |
| 60618 - Fournitures non stockables - Autres fournitures                | 0 €                | 0 €                | 983 €              | 983 €            |            |   |                    | -100%        |
| 60621 - Fournitures non stockées - Combustibles                        | 70 000 €           | 65 977 €           | 79 972 €           | 13 994 €         | 21%        | Achat de fuels Bâtiments + Gaz Salle Saint-Léon         | 75 000 €           | -6%          |
| 60622 - Fournitures non stockées - Carburants                          | 50 000 €           | 48 152 €           | 20 535 €           | -27 618 €        | -57%       |   | 21 000 €           | 2%           |
| 60623 - Fournitures non stockées - Alimentation                        | 5 000 €            | 5 459 €            | 2 275 €            | -3 184 €         | -58%       |   | 2 500 €            | 10%          |
| 60624 - Fournitures non stockées - Produits de traitement              | 0 €                | 0 €                | 8 751 €            | 8 751 €          |            |   |                    | -100%        |
| 60628 - Fournitures non stockées - Autres fournitures non stockées     | 0 €                | 0 €                | 1 304 €            | 1 304 €          |            |   |                    | -100%        |
| 60631 - Fournitures non stockées - Fournitures d'entretien             | 15 000 €           | 16 254 €           | 14 307 €           | -1 947 €         | -12%       |   | 16 000 €           | 12%          |
| 60632 - Fournitures non stockées - Fournitures de petit équipement     | 60 000 €           | 59 238 €           | 62 654 €           | 3 416 €          | 6%         | Fournitures diverses Service Technique pour réparations | 60 000 €           | -4%          |
| 60633 - Fournitures non stockées - Fournitures de voirie               | 30 100 €           | 20 128 €           | 26 142 €           | 6 014 €          | 30%        | Fournitures Réparations Voirie et PATA                  | 30 000 €           | 15%          |
| 60636 - Fournitures non stockées - Habillement et vêtements de travail | 10 000 €           | 8 714 €            | 13 866 €           | 5 151 €          | 59%        | T-Shirts pour Olympiades                                | 10 000 €           | -28%         |
| 6064 - Fournitures non stockées - Fournitures administratives          | 13 000 €           | 12 907 €           | 12 143 €           | -764 €           | -6%        |   | 11 000 €           | -9%          |
| 6065 - Fournitures non stockées - Livres, disques, cassettes...        | 2 500 €            | 557 €              | 1 130 €            | 573 €            | 103%       | Bibliothèque Glénac et JDF                              | 1 000 €            | -11%         |
| 60661 - Fournitures non stockées - Médicaments                         | 0 €                | 0 €                | 57 €               | 57 €             |            |   |                    | -100%        |
| 60662 - Fournitures non stockées - Vaccins et sérums                   | 0 €                | 0 €                | 64 €               | 64 €             |            |   |                    | -100%        |
| 60668 - Fournitures non stockées - Autres produits pharmaceutiques     | 200 €              | 150 €              |                    | -150 €           | -100%      |   |                    |              |
| 6067 - Fournitures non stockées - Fournitures scolaires                | 7 000 €            | 6 824 €            | 6 078 €            | -746 €           | -11%       |   | 6 000 €            | -1%          |
| 6068 - Fournitures non stockées - Autres matières et fournitures       | 70 000 €           | 74 449 €           | 37 110 €           | -37 340 €        | -50%       |   | 40 000 €           | 8%           |
| 611 - Contrats de prestations de services                              | 150 000 €          | 181 390 €          | 174 740 €          | -6 651 €         | -4%        |   | 180 000 €          | 3%           |
| 61351 - Locations matériel roulant                                     | 20 000 €           | 28 386 €           | 19 541 €           | -8 845 €         | -31%       |   | 20 000 €           | 2%           |
| 61358 - Autres locations mobilières                                    | 30 000 €           | 28 184 €           | 16 524 €           | -11 661 €        | -41%       |   | 15 000 €           | -9%          |
| 61521 - Entretien et réparations sur terrains                          | 5 000 €            | 7 104 €            | 3 940 €            | -3 164 €         | -45%       |   | 4 000 €            | 2%           |
| 615221 - Entretien et réparations sur bâtiments publics                | 20 000 €           | 24 984 €           | 6 551 €            | -18 434 €        | -74%       |   | 20 000 €           | 205%         |
| 615228 - Entretien et réparations sur autres bâtiments                 | 2 000 €            | 1 500 €            | 897 €              | -603 €           | -40%       |   |                    | -100%        |
| 615231 - Entretien et réparations sur voiries                          | 40 000 €           | 21 187 €           | 20 752 €           | -436 €           | -2%        |   | 30 000 €           | 45%          |
| 615232 - Entretien et réparations sur réseaux                          | 12 000 €           | 7 796 €            | 31 853 €           | 24 057 €         | 309%       | Hydrocurage et Installations Eclairage Noël             | 30 000 €           | -6%          |
| 61524 - Entretien et réparations sur bois et forêts                    | 10 000 €           | 12 882 €           | 24 742 €           | 11 861 €         | 92%        | Entretien Plantations Saint-Jugon                       | 10 000 €           | -60%         |
| 61551 - Entretien et réparations sur matériel roulant                  | 25 000 €           | 27 145 €           | 47 126 €           | 19 981 €         | 74%        | Réparations Véhicules ST                                | 35 000 €           | -26%         |
| 61558 - Entretien et réparations sur autres biens mobiliers            | 15 000 €           | 16 852 €           | 19 070 €           | 2 218 €          | 13%        | Réparation Petits Matériels                             | 15 000 €           | -21%         |
| 6156 - Maintenance   | 31 000 €           | 30 184 €           | 40 644 €           | 10 461 €         | 35%        | Maintenance Eclairage Public                            | 41 000 €           | 1%           |
| 6161 - Primes d'assurances multirisques                                | 35 000 €           | 30 028 €           | 36 311 €           | 6 283 €          | 21%        | Contrats Assurances RC,Véhicules, Matériels             | 40 000 €           | 10%          |
| 6182 - Documentation générale et technique                             | 1 000 €            | 966 €              | 1 503 €            | 537 €            | 56%        | Abonnements Ouest-France et Revues                      |                    | -100%        |
| 6184 - Versements à des organismes de formation                        | 10 000 €           | 17 403 €           | 26 645 €           | 9 242 €          | 53%        | Formations Agents, Apprentis et Stagiaire Communication | 10 000 €           | -62%         |
| 6188 - Autres frais divers   | 500 €              | 0 €                | 1 034 €            | 1 034 €          |            |   |                    | -100%        |
| 6225 - Indemnités au comptable et aux régisseurs                       | 1 000 €            | 520 €              | 0 €                | -520 €           | -100%      |   |                    |              |
| 62268 - Autres honoraires, conseils..                                  | 8 000 €            | 8 073 €            | 7 280 €            | -793 €           | -10%       |   | 0 €                | -100%        |
| 6227 - Frais d'actes et de contentieux                                 | 1 000 €            | 0 €                | 1 140 €            | 1 140 €          |            |   |                    | -100%        |

|  | 2023     | 2024     | 2025     | 2026     | Evolution | Intitulé   | 2023     | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|----------|----------|----------|----------|-----------|--|----------|------|------|------|
| 6228 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers           | 26 000 € | 5 875 €  | 20 101 € | 14 226 € | 242%      | Int. Reçu en préfecture le 12/03/2025                            |          |      |      |      |
| 6231 - Annonces et insertions  | 3 000 €  | 4 106 €  | 2 268 €  | -1 838 € | -45%      | Publié le  | 5 000 €  | 120% |      |      |
| 6232 - Fêtes et cérémonies   | 25 000 € | 23 709 € | 36 040 € | 12 332 € | 52%       | Ar. ID : 056-200064269-20250221-01210220252-DE                   |          |      |      |      |
| 6234 - Réceptions  | 3 000 €  | 6 611 €  | 6 538 €  | -72 €    | -1%       |  | 5 000 €  |      |      |      |
| 6236 - Catalogues et imprimés  | 8 000 €  | 11 955 € | 4 340 €  | -7 615 € | -64%      |  | 5 000 €  |      |      | -24% |
| 6238 - Publicité, publications, relations publiques - Divers           | 30 000 € | 2 499 €  | 31 018 € | 28 519 € | 1141%     | Tour de Bretagne 25 k€   | 5 000 €  |      |      | -84% |
| 6241 - Transports de biens   | 1 000 €  | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |
| 6245 - Transports de personnes extérieures à la collectivité           | 0 €      | 84 €     |          | -84 €    | -100%     |  |          |      |      |      |
| 6247 - Transports collectifs du personnel                              | 6 000 €  | 6 031 €  | 4 151 €  | -1 880 € | -31%      |  | 5 000 €  |      |      | 20%  |
| 6251 - Voyages, déplacements et missions                               | 3 000 €  | 3 963 €  | 1 972 €  | -1 991 € | -50%      |  | 2 000 €  |      |      | 1%   |
| 6261 - Frais d'affranchissement  | 5 000 €  | 4 519 €  | 7 704 €  | 3 184 €  | 70%       | Pour Bulletin Municipal  | 6 000 €  |      |      | -22% |
| 6262 - Frais de télécommunications                                     | 25 000 € | 26 566 € | 23 631 € | -2 935 € | -11%      | Diminution des Coûts Portables                                   | 20 000 € |      |      | -15% |
| 627 - Services bancaires et assimilés                                  | 100 €    | 8 €      | 4 008 €  | 4 000 €  | 49630%    | Commission Engagement pour emprunt de 4 millions d'€             | 100 €    |      |      | -98% |
| 6281 - Concours divers (cotisations...)                                | 3 000 €  | 2 348 €  | 3 566 €  | 1 219 €  | 52%       | Mise à disposition d'un éducateur sportif dans écoles            | 2 000 €  |      |      | -44% |
| 6282 - Frais de gardiennage  | 0 €      | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |
| 6283 - Frais de nettoyage des locaux                                   | 6 000 €  | 5 926 €  | 4 801 €  | -1 125 € | -19%      |  | 5 000 €  |      |      | 4%   |
| 62876 - Remboursements de frais au GFP de rattachement                 | 55 000 € | 6 459 €  | 65 034 € | 58 575 € | 907%      | PATA 2023 pour 32 k€ + travaux de voirie et de peinture routière | 60 000 € |      |      | -8%  |
| 6288 - Autres services extérieurs                                      | 15 000 € | 12 703 € | 33 503 € | 20 800 € | 164%      | Destructions fretons + Opérations GESPR                          | 10 000 € |      |      | -70% |
| 63512 - Taxes foncières  | 3 000 €  | 1 465 €  | 1 360 €  | -105 €   | -7%       |  | 1 500 €  |      |      | 10%  |
| 63513 - Autres impôts locaux   | 100 €    | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |
| 6355 - Taxes et impôts sur les véhicules                               | 300 €    | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |
| 6358 - Autres droits   | 100 €    | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |
| 637 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) | 100 €    | 0 €      | 0 €      | 0 €      |           |  |          |      |      |      |

Les postes sur lesquels la commune devra porter de l'attention sont les suivants :

- Energie et Electricité : Une vigilance est à maintenir pour l'évolution de nos coûts énergétiques tant pour les locaux communaux que pour l'éclairage public
- Achat de combustibles : En croissance : + 21% entre 2023 et 2024
- Fournitures de petit équipement et autres matières : Postes en croissance pour faire face à des réparations
- Contrats de prestations de services :

Le tableau ci-après vous présente la liste des prestataires et l'évolution des montants entre 2023 et 2024 :

| Prestataires         | 2023             | 2024             | Evol       | Remarques  |
|----------------------|------------------|------------------|------------|--|
| APAVE                | 3 521 €          | 4 092 €          | 16%        | Vérification Installation Bâtiments                        |
| AIR CONTROLE         | 2 508 €          |                  | -100%      | Vérification VMC Bâtiments                                 |
| ADN du WEB           | 792 €            | 792 €            | 0%         | Hébergement Site Internet                                  |
| AMISEP-ESAT          | 23 455 €         | 25 371 €         | 8%         | Entretien des espaces verts, Prestations Lavage Linge      |
| CBR CONTRÔLE         | 1 222 €          | 1 288 €          | 5%         | Aires de Jeux  |
| LOCAM - CITYCAR      | 12 292 €         | 14 642 €         | 19%        | Contrôle et Remplacement Défibrillateurs                   |
| EUROFEU              | 6 720 €          | 3 073 €          | -54%       | Contrôle Extincteurs                                       |
| EFFIVERT             | 31 506 €         | 6 245 €          | -80%       | Tonte des terrains de Football de janvier à avril en 2024  |
| HUSQVARNA            |                  | 16 025 €         |            | Tonte des terrains de Football de mai à décembre en 2024   |
| FARAGO               | 5 986 €          | 9 632 €          | 61%        | Dératisation   |
| F2E                  | 1 095 €          |                  | -100%      | Contrôle Incendie  |
| GESCIME              | 880 €            | 1 367 €          | 55%        | Intervention dans les écoles pour activités sportives      |
| LOGITUD              | 551 €            | 1 119 €          | 103%       | Logiciel Police Municipale                                 |
| LPO                  | 300 €            | 775 €            | 158%       | Suivi des terrains classés                                 |
| MEDIA BUREAUTIQUE    | 6 650 €          | 5 317 €          | -20%       | Entretien Photocopieuses Mairies, Service technique, Ecole |
| MANUFACTURE BRETAGNE | 1 182 €          | 612 €            | -48%       | Maintenace orgue de l'église                               |
| ROQUET               | 8 999 €          | 8 893 €          | -1%        | Contrôle et Entretien Chauffage                            |
| THEAUD               | 55 700 €         | 59 651 €         | 7%         | Prestations de Balayage                                    |
| TBI                  | 4 222 €          | 5 308 €          | 26%        | Maintenance Informatique                                   |
| SVP                  | 5 700 €          | 5 580 €          | -2%        | Service Juridique  |
| SCAPA                | 4 190 €          | 4 350 €          | 4%         | Fourrière Animale  |
| <b>TOTAL</b>         | <b>177 471 €</b> | <b>174 132 €</b> | <b>-2%</b> |  |

A la lecture de ce tableau, c'est le contrat de prestation pour le balayage des rues et de désherbage mécanique des voiries qui représente le montant le plus élevé des prestations (34% du total en 2024).

Le contrat passé avec l'entreprise Théaud est un accord-cadre signé le 01/06/2023 pour une durée d'un an, reconductible chaque année avec une durée maximale de 4 années.

La collectivité pourrait être amenée à réfléchir à d'autres solutions d'intervention sachant qu'il faut prévoir de devoir planifier, en interne, les moyens en matériels et en personnel ainsi que la gestion des dépenses.

- Entretien et réparations matériel roulant : En croissance entre 2023 et 2024 : + 20 k€ pour réparations matériels S.T.
- Rémunérations d'honoraires et intermédiaires : En baisse en 2025 considérant que la gestion du marché est assurée par un agent communal
- Publications, Relations Publiques : En baisse considérant l'absence de participation communale pour le Tour de France Féminin

### 3.3.1.2 Des charges de personnel en croissance continue

Par rapport à 2023, les charges de personnel ont progressé de +4,1%.

Le poste principal qui explique cette hausse concerne le recours à des autres personnels extérieurs avec entre 2023 et 2024 une augmentation de + 41 k€. En effet, lors des arrêts de maladie d'agents communaux, la collectivité fait appel à une agence d'intérim de Redon.

Cette hausse est en partie compensée par les remboursements par nos assurances (atténuation de charges en recettes de fonctionnement).

Il vous est présenté l'évolution du nombre d'agents communaux y compris Artemisia. Il est fait mention du nombre d'Equivalent Temps Plein.

| Evolution nombre d'agents communaux |        |       |      |
|-------------------------------------|--------|-------|------|
|                                     | Nombre | ETP   | Evol |
| juin-20                             | 36     | 32,47 |      |
| janv-21                             | 39     | 35,86 | 10%  |
| janv-22                             | 41     | 38,07 | 6%   |
| janv-23                             | 45     | 38,99 | 2%   |
| janv-24                             | 45     | 41,76 | 7%   |
| févr-25                             | 50     | 44,25 | 6%   |

| Année                   | 2020 | 2025 |
|-------------------------|------|------|
| Services Administratifs | 8    | 13   |
| Services Techniques     | 21   | 22   |
| Artemisia               | 2    | 3    |
| Ecole                   | 5    | 7    |
| Cantine                 | 0    | 5    |
| TOTAL                   | 36   | 50   |

### 3.3.1.3 Des charges de gestion courante maintenues

Dans ce chapitre, on y recense les principaux postes suivants :

- Les contributions obligatoires versées aux OGEC en hausse de 20 k€ entre 2023 et 2024 pour aboutir à un versement égal à 301 k€. La croissance des coûts de fonctionnement de l'école publique Jean de La Fontaine lié à une baisse substantielle des élèves entraîne une croissance continue, année après année, de cette contribution obligatoire.
- La subvention de fonctionnement versée à Artemisia avec le récapitulatif de la participation communale depuis sa création :

2018 : 196 500 €  
 2019 : 100 000 €  
 2020 : 125 000 €  
 2021 : 255 000 €  
 2022 : 150 000 €  
 2023 : 225 000 €  
 2024 : 212 000 €

Ce service a enregistré en 2024 une augmentation des recettes de locations, à hauteur de 220 k€. Ce bon résultat a été obtenu grâce à la mise en place de l'opération GERME (Groupe d'Entraînement et de Réflexion au Management des Entreprises) qui, en Juin dernier, a permis de réunir environ 5 000 managers des régions Bretagne, Pays de Loire, Normandie et Centre.

- Les subventions aux associations maintenues à hauteur de 140 k€
- Les déficits des budgets annexes :
  - Au titre du Lotissement « Les Hauts de La Gacilly » d'un montant inscrit au B.P. 2024 pour 334,1 k€, représentant le déficit de ce lotissement en 2024, avec un versement par le budget de la commune de 50 k€
  - Pour le Budget annexe « Activités Portuaires » lié à l'absence de versements des loyers en 2022 et 2023 par la société NICOL'S

• Au niveau du Budget Cantine, le déficit enregistré a été de 130 k€ en 2022, l'augmentation de l'Attribution de Compensation versée par O.B.C. depuis 2022 pour un montant total de 127 k€

- Dans ce même chapitre 65, il avait été inscrit au B.P. 2024 une somme de 26 k€ en cas de paiement d'honoraires dans le cadre de la procédure engagée par Monsieur Piedagniel vis-à-vis de la commune liée à son accident de travail en 2019. Les préjudices décidés par le Tribunal ont été pris en charge en totalité par notre assureur.

### 3.3.2 Les recettes

|   | 2020               | Evol        | 2021               | Evol       | 2022               | Evol       | 2023               | Evol       | 2024               |
|---|--------------------|-------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|
| 013 Atténuations de charges                             | 47 178 €           | 15 %        | 54 073 €           | -16 %      | 45 268 €           | 12 %       | 50 752 €           | 35 %       | 68 516 €           |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses | 43 771 €           | -4 %        | 42 134 €           | 139 %      | 100 679 €          | 25 %       | 125 969 €          | -17 %      | 104 143 €          |
| 73 Fiscalité locale                                     | 1 646 234 €        | 6 %         | 1 739 012 €        | 4 %        | 1 802 340 €        | 1 %        | 1 813 965 €        | -1 %       | 1 797 918 €        |
| 731 Impôts et taxes                                     | 1 458 674 €        | -18 %       | 1 189 127 €        | 2 %        | 1 213 923 €        | 11 %       | 1 347 008 €        | 12 %       | 1 503 548 €        |
| 74 Dotations, subventions et participations             | 780 619 €          | 31 %        | 1 019 798 €        | 0 %        | 1 022 099 €        | 1 %        | 1 029 257 €        | 2 %        | 1 051 171 €        |
| 75 Autres produits de gestion courante                  | 81 531 €           | -93 %       | 5 881 €            | 97 %       | 11 615 €           | 381 %      | 55 838 €           | -38 %      | 34 695 €           |
| 76 Produits financiers                                  | 0 €                | 0 %         | 0 €                | 0 %        | 0 €                | 0 %        | 74 313 €           | -87 %      | 9 482 €            |
| 77 Produits exceptionnels                               | 72 185 €           | -14 %       | 62 435 €           | 134 %      | 146 408 €          | -100 %     | 0 €                | 0 %        | 57 913 €           |
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b>               | <b>4 130 192 €</b> | <b>-0 %</b> | <b>4 112 459 €</b> | <b>6 %</b> | <b>4 342 332 €</b> | <b>4 %</b> | <b>4 497 103 €</b> | <b>3 %</b> | <b>4 627 387 €</b> |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections      | 105 119 €          | 123 %       | 234 496 €          | -44 %      | 131 171 €          | -100 %     | 0 €                | 0 %        | 29 258 €           |
| Opérations d'ordre                                      | 105 119 €          | 123 %       | 234 496 €          | -44 %      | 131 171 €          | -100 %     | 0 €                | 0 %        | 29 258 €           |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b>                 | <b>4 235 311 €</b> | <b>3 %</b>  | <b>4 346 955 €</b> | <b>3 %</b> | <b>4 473 503 €</b> | <b>1 %</b> | <b>4 497 103 €</b> | <b>4 %</b> | <b>4 656 645 €</b> |

Les recettes réelles de fonctionnement prévu au B.P. 2024 à hauteur de 4 552 k€ sont au C.A. quasi similaires (+ 0,3%). Pour des raisons comptables, l'enregistrement de la vente pour 45 k€ d'un terrain communal à LIDL, dans le cadre de son projet de démolition-reconstruction de sa surface de vente, a dû être inscrit en produits exceptionnels.

Comme évoqué dans la partie Dépenses, le poste dénommé « Atténuation de Charges » lié au remboursement des arrêts de maladie a progressé de + 28 k€.

Le compte 70 concerne les produits des services, du Domaine et les ventes diverses. On y retrouve les recettes liées à la garderie scolaire, les concessions cimetières et les ventes de coupes de bois. Ces ventes, gérées par l'Office National des Forêts, sont passées de 37 k€ en 2023 à 3 k€ en 2024.

Les autres produits de gestion courante concernent les locations de salles aux particuliers et la location de l'étage de la Mairie à O.B.C. pour les services du SPANC. Des régularisations avaient été engagées en 2023 auprès d'OBC pour des retards en 2022 de versements de ces loyers. Il faut considérer que, chaque année, ces autres produits de gestion courante représentent environ 35 k€.

Les produits financiers concernent le remboursement par nos assureurs des sinistres de bâtiments communaux. En 2023, la commune avait perçu une somme de 65 k€ suite au sinistre des WC publics de l'éco-quartier de l'Aff.

Initialement prévu pour 50 k€ au B.P. 2024, le versement des Droits de Mutation à Titre Onéreux (frais de notaires) a été finalement de 106 k€.

Enfin, le travail effectué chaque année par les services techniques pour des opérations de travaux en voirie ou pour les bâtiments a été comptabilisé cette année pour un montant de 30 k€. Leurs interventions pour les travaux de la Banque Alimentaire et la création d'une pergolas Rue du Relais Postal ont donc été évaluées en termes d'heures passées par certains agents. Cette même somme se retrouve en dépenses d'investissements.

Dans le Budget Annexe Parc Immobilier créé en 2022 par regroupement de divers bâtiments, la progression des revenus de ces immeubles est la suivante : Entre 2022 et 2024, le montant de ces revenus est passé de 171 k€ à 226 k€, soit une progression de + 32%.

La création d'un nouveau logement locatif au-dessus de la Bibliothèque de Glénac a permis depuis Mars 2024 l'enregistrement d'un loyer mensuel de 600 €.

Depuis Juillet 2024, les deux nouveaux dentistes ont procédé au versement chacun d'un loyer mensuel de 450 € correspondant à la surface de leurs cabinets intégrés dans la Maison Professionnelle de Santé auquel se rajoute la locations de matériels pour 300 € chacun par mois.

### 3.4 L'investissement :

Cette année encore, le volume des investissements a été conséquent avec un montant de tous budgets confondus.

En effet, les opérations principales engagées en 2024 ont concerné :

- L'éco-quartier de l'Aff : Après des années d'études pour la transformation de ce secteur géographique du territoire communal complétées par une complexité de démarches administratives, ce projet s'est véritablement concrétisé avec la création de la nouvelle Rue de l'Aff et la création des parkings de stationnement sans omettre les travaux liés à la gestion des eaux pluviales. Pour la partie Voirie, sur un marché de 3,2 M€, ce sont 1,3 M€ qui ont été engagées en 2024 venant compléter des paiements en 2023 à hauteur de 750 k€. Quant au marché public relatif à l'aménagement paysager d'un montant de 412 k€, seuls quelques premiers travaux ont été engagés pour un montant de 62 k€
- La Passe à Poissons : Dénommé également continuité écologique du Moulin de La Gacilly, les travaux ont été réalisés de Mars à Novembre dernier. La réception des travaux devrait intervenir après un point sur le fonctionnement de cet équipement à la suite des inondations de fin Janvier 2025. La quasi-totalité des paiements a été réalisée au cours de l'année 2024.
- La création du programme des liaisons douces entre La Chapelle-Gaceline et la Gacilly a pu devenir effective après les étapes d'acquisition de terrains et de démarches environnementales liées aux mécanismes de compensations de terrains. Le montant de cette opération s'est élevé à 385 k€.
- Enfin, dans le cadre d'un plan pluri-annuel d'achèvement sur la commune des travaux de raccordement d'assainissement, c'est essentiellement la réalisation de travaux sur les secteurs de Glénac, la Route de Sixt et le Chemin des Chalandières qui a été engagé en 2024 pour un montant de plus de 1 M€. Depuis 2020, le programme des opérations d'assainissement a été de l'ordre de 5 M€.

Régulièrement lors des conseils municipaux, il est évoqué la passation de conventions entre la commune et Morbihan Energies dans le cadre de projets d'investissements. Ces conventions font état d'un volume prévisionnel de travaux pour l'enfouissement de réseaux électriques et télécom assorti, dans le plan de financement, des subventions de Morbihan Energie. En 2024, la somme nette engagée par la commune est de 222 k€ pour les opérations suivantes : Rue de l'Oust, Rue du Stade, Rue de l'Ecole, Rénovation des éclairages publics.

Pour assurer le financement de ces investissements, notre collectivité dispose des orientations suivantes :

- Le Virement de Fonctionnement qui évolue en fonction de nos résultats de cette section. Comme on l'a évoqué précédemment, notre CAF diminue, limitant nos possibilités d'autofinancer une partie de nos investissements
- Le FCTVA : La création de la commune nouvelle nous permet de récupérer quasi-immédiatement la TVA payée sur nos investissements. Il a été récupéré un volume de recettes égale à 16,4% de nos dépenses d'investissements, soit un montant de 615 k€.
- Les emprunts avec celui contracté pour le Budget principal à hauteur de 4 M€ et puis pour le Budget Assainissement pour 1 M€. Nous évoquerons dans la partie suivante « Dette de la collectivité » les conséquences financières de la souscription de ces deux emprunts
- Le versement des subventions attribuées par l'Etat et ses organismes rattachés, la Région et le Département. Pour le Budget Général, il était prévu un montant de 1,4 M€ et le versement de ces subventions n'a été que 151 k€. Pour autant, la collectivité dispose, à ce jour, d'un montant égal à 3,2 M€ suite à l'obtention des arrêtés de subventions. Si le montant des versements est de 800 k€, il subsiste près de 2,3 M€ en attente de versements. Malgré un suivi régulier et des relances auprès d'interlocuteurs bien identifiés, nos partenaires financiers doivent faire face à des décalages d'autorisations de paiement limitant leurs possibilité de trésorerie, donc de versements de subventions.

### 3.5 Dette de la commune :

Le tableau ci-après vous présente l'état récapitulatif des 6 emprunts contractés par la collectivité avec la répartition suivante :

- Trois emprunts précédemment contractés par les communes délégués
- Trois nouveaux emprunts : Pour le Bâtiment Communal, pour les travaux d'Assainissement et pour les deux opérations dites de Projets Structurants : La Passe à Poissons et l'Eco-quartier de l'Aff.

|                    | LCG :<br>Lotissement du<br>Moulin | LCG : Etude de<br>développement<br>urbain | G : Salle St-Léon | LG : Bâtiment de<br>la Poste | As<br>sainissement | LG : Eco-Quarti<br>de l'Aff | TOTAL              |
|--------------------|-----------------------------------|---|-------------------|------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| Montant du prêt    | 91 766 €                          | 112 000 €                                 | 150 000 €         | 1 000 000 €                  | 1 000 000 €        | 4 000 000 €                 | <b>6 353 766 €</b> |
| Date d'engagement  | 15/09/2011                        | 15/01/2017                                | 02/02/2016        | 15/12/2022                   | 30/03/2024         | 01/06/2024                  |                    |
| Durée              | 14 ans                            | 12 ans                                    | 15 ans            | 10 ans                       | 5 ans              | 20 ans                      |                    |
| Taux               | 2,97%                             | 1,32%                                     | 1,75%             | 1,75%                        | 3,36%              | 3,82%                       |                    |
| Annuité            | 4 016 €                           | 10 955 €                                  | 11 391 €          | 109 222 €                    | 224 360 €          | 286 942 €                   | <b>646 886 €</b>   |
| Dernière échéance  | 15/06/2025                        | 15/10/2028                                | 30/12/2030        | 15/09/2032                   | 30/12/2028         | 30/06/2044                  |                    |
| Capital Restant Dû | 4 016 €                           | 42 617 €                                  | 64 749 €          | 789 974 €                    | 800 000 €          | 3 932 608 €                 | <b>5 633 964 €</b> |

Comme on peut le constater, l'emprunt réalisé pour le Lotissement du Moulin à La Chapelle-Gaceline va s'éteindre au cours de l'année 2025 puisqu'il subsiste deux annuités à payer : le remboursement du capital pour 3 984,63 € et les intérêts pour 32,65 €.

Deux emprunts existants, celui de l'étude de développement urbain de La Chapelle-Gaceline et le second pour l'assainissement s'achèveront fin 2028.

Pour l'emprunt de 4 M€, en 2024, le montant de l'annuité était de 143 470 €. Il est en 2025 égal à **286 942 €** pour les quatre échéances trimestrielles à rembourser.

Ainsi, tous emprunts confondus, le montant total des remboursements, en capital et en intérêts, s'élève à un montant pour 2025 à **646 k€**.

Notre taux d'endettement calculé par Dette/Recettes Réelles de Fonctionnement est de : 0,14%. Au niveau national, ce taux est 9,9%.

Lorsque nous établissons le taux d'endettement par habitant, il est pour notre collectivité de 160 € par habitant et au niveau national, cet indicateur est de 640 € par habitant.

## 4 Prospective 2025

### 4.1 Recettes de Fonctionnement

Lors de la présentation du D.O.B., il subsiste uniquement les montants des dotations de l'Etat qui parviennent à la commune courant Mars prochain.

Des nouvelles imputations vont venir profondément modifier la structure de nos recettes de fonctionnement.

- Suite aux décisions prises en 2024 et au regard de l'achèvement des places de stationnement restructurées courant Mars 2025 sur l'éco-quartier de l'Aff, il va être budgété dans la ligne « Droits de stationnement sur la voie publique » une somme de 100 000 €. Il est rappelé que le tarif par l'utilisateur est de 1 € de l'heure avec possibilité pour ceux qui fréquentent régulièrement ces parkings de s'abonner pour un coût de 20 € à l'année. L'actuelle régie est en cours de constitution et les 3 horodateurs devraient être mis en place pour fin avril. La commune pourrait dès Mai prochain et jusqu'à la fin de l'année bénéficier d'un « retour sur investissement » par rapport à cette opération de réaménagement urbain.
- Les ventes de biens patrimoniaux communaux vont en 2025 être budgétés, pour des raisons comptables, en produits exceptionnels car ce sont des opérations non pérennes dans le temps. Le montant prévisionnel est de 450 k€. Il s'agit de opérations suivantes :
  - La vente des bâtiments communaux situés au 7,9 et 11 Venelle des Fours. Cet ensemble de bâti, qui aurait nécessité d'importants travaux de réhabilitation (mise aux normes des bâtiments, chauffage, etc...) a été vendu en Janvier dernier pour la somme de 150 000 €
  - La vente du terrain communal d'une superficie de 4 145 m<sup>2</sup> situé le long de la Rue Antoine Monteil représente un montant de 227 975. Cette opération va permettre au Groupe CBI de construire un ensemble immobilier d'une quarantaine de logements situés dans la continuité du centre-ville.

D'autres perspectives sont en cours et pourraient se concrétiser courant 2025 :

- La vente de terrains communaux situés Zone d'Activité des Boussards : Déjà inscrite en 2024, la cession en faveur d'O.B.C. pour 71 k€ pourrait devenir effective cette année permettant à l'EPCI d'achever les travaux de création de voirie pour l'implantation d'une nouvelle entreprise.
- Dans le cadre de la vente par l'EHPAD de l'ancien foyer-logement de la Glouzie, la commune a proposé au futur acquéreur, le constructeur CBI, d'acheter une parcelle de l'ordre de 4 000 m<sup>2</sup> pour la réalisation de places de stationnement. Les négociations sont en cours.

Notre actuel patrimoine communal est composé de 90 bâtiments et est évalué à un million 900 mille euros. Nous évoquerons dans la partie Dépenses de Fonctionnement les programmes pluri-annuels de rénovation d'un certain nombre de locaux, dont des maisons et appartements en location. A titre d'exemple, la perspective de cession du local situé au 7, Rue du Relais Postal. D'autres opérations similaires pourraient être envisagées en 2025.

#### 4.1.1 Produits de Fiscalité Directe Locale

La structure des recettes fiscales des communes a été profondément modifiée depuis 2021 en raison de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la réduction des bases d'imposition des établissements industriels.

En contrepartie de cette diminution des ressources, les communes ont bénéficié du transfert de la part départementale du foncier bâti pour compenser la perte de recette de taxe d'habitation ainsi que d'une nouvelle allocation fiscale compensatrice pour la perte de recette de foncier bâti sur les établissements industriels.

L'Etat a, par ailleurs, mis en place un mécanisme de coefficient correcteur pour assurer l'équilibre financier des ressources communales avant et après réforme.

Les valeurs locatives cadastrales, qui servent de base au calcul des impôts locaux, sont revalorisées chaque année, au 1<sup>er</sup> janvier, dans la même proportion que la hausse des prix à la consommation constatée l'année précédente.

Si la revalorisation de ces bases était de + 3,9% en 2024, la loi de finances 2025 programme une croissance des valeurs cadastrales à hauteur de +1,7%.

L'obtention des **bases d'imposition** pour l'année 2025 a été dernièrement transmise par les services de la D.G.F.I.P. et le tableau ci-joint présente l'évolution de ces bases, en k€, de 2017 à 2025 :

|            | 2017     | 2018     | 2019     | 2020     | 2021     | 2022     | 2023     | 2024     | 2025     |
|------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Bases TH   | 4 097 k€ | 4 342 k€ | 4 463 k€ | 4 540 k€ | 419 k€   | 434 k€   | 605 k€   | 642 k€   | 654 k€   |
| Bases TFB  | 5 594 k€ | 5 728 k€ | 5 925 k€ | 6 016 k€ | 4 905 k€ | 5 039 k€ | 5 407 k€ | 5 693 k€ | 5 840 k€ |
| Bases TFNB | 108 k€   | 104 k€   | 106 k€   | 107 k€   | 108 k€   | 111 k€   | 118 k€   | 123 k€   | 125 k€   |

Il est rappelé ci-après les évolutions des taux communaux :

- Pour la Taxe d'Habitation :
  - De 2012 à 2023 : Taux inchangé, soit 10,67%
  - En 2024 : Revalorisation de + 5% soit 11,20%
- Pour Le Foncier Bâti :
  - De 2012 à 2023 : Taux inchangé, soit 30,74%
  - En 2024 : Revalorisation de + 5% soit 32,28%
- Pour le Foncier Non Bâti :
  - Taux inchangé de 2012 à 2023, soit 44,27%
  - En 2024 : Revalorisation de + 5%, soit 46,48%

#### Une comparaison avec des communes de même strate démographique

| COMMUNES    | TH    | TFB   |
|-------------|-------|-------|
| LA GACILLY  | 11,2  | 32,28 |
| BAUD        | 12,08 | 35,17 |
| CARENTOIR   | 13,52 | 32,85 |
| ELVEN       | 16,11 | 40,21 |
| GRANDCHAMP  | 14,28 | 41,1  |
| LOCMINE     | 9,95  | 41,21 |
| MALESTROIT  | 15,51 | 40,85 |
| MUZILLAC    | 15,31 | 36,65 |
| QUESTEMBERT | 18,5  | 42,63 |
| SERENT      | 12,76 | 35,26 |

#### Les simulations d'évolution des taux de fiscalité directe

Suivant l'article 1636 B du Code Général des Impôts, des règles de lien existent : la modulation d'un taux entraîne automatiquement une modification des deux autres taux.

Les simulations vous sont présentées ci-après pour l'évolution du produit fiscal communal

| TAXES                     | Année 2024      |        |                                   | Année 2025      |        |         | Année 2025                        |                 |         | Année 2025 |                                   |                 | Année 2025 |       |                              |
|---------------------------|-----------------|--------|-----------------------------------|-----------------|--------|---------|-----------------------------------|-----------------|---------|------------|-----------------------------------|-----------------|------------|-------|------------------------------|
|                           | Base            | Taux   | Produit                           | Base            | Taux   | Produit | Base                              | Taux            | Produit | Base       | Taux                              | Produit         | Base       | Taux  | Produit                      |
| TH Résidences secondaires | 462 k€          | 11,20% | 49 k€                             | 542 k€          | 11,20% | +0%     | 61 k€                             | 542 k€          | 11,76%  | +5%        | 64 k€                             | 542 k€          | 12,04%     | +7,5% | 65 k€                        |
| TH Locaux vacants         | 346 k€          |        | 39 k€                             | 112 k€          |        |         | 12 k€                             | 112 k€          |         |            | 13 k€                             | 112 k€          |            |       | 14 k€                        |
| TF Propriétés Bâties      | 5 405 k€        | 32,28% | 1 661 k€                          | 5 840 k€        | 32,28% | +0%     | 1 885 k€                          | 5 840 k€        | 33,89%  | +5%        | 1 979 k€                          | 5 840 k€        | 34,70%     | +7,5% | 2 027 k€                     |
| TF Non Bâti               | 119 k€          | 44,27% | 52 k€                             | 125 k€          | 44,27% | +0%     | 55 k€                             | 125 k€          | 46,48%  | +5%        | 58 k€                             | 125 k€          | 47,59%     | +7,5% | 60 k€                        |
| <b>Total</b>              | <b>1 801 k€</b> |        | <b>1 201 k€</b>                   | <b>2 014 k€</b> |        |         | <b>2 014 k€</b>                   | <b>2 014 k€</b> |         |            | <b>2 114 k€</b>                   | <b>2 114 k€</b> |            |       | <b>2 165 k€</b>              |
| <b>Effet COCO</b>         | <b>-492 k€</b>  |        | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>0 k€</b>     |        |         | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>101 k€</b>   |         |            | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>151 k€</b>   |            |       | <b>Revalorisation du au</b>  |
| <b>Total réel</b>         | <b>1 309 k€</b> |        | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>1 511 k€</b> |        |         | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>1 612 k€</b> |         |            | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>1 662 k€</b> |            |       | <b>Total réel avec effet</b> |
|                           |                 |        | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>213 k€</b>   |        |         | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>314 k€</b>   |         |            | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>364 k€</b>   |            |       | <b>Revalorisation / 2024</b> |
|                           |                 |        | <b>Impact ménage /100€</b>        | <b>1,7 €</b>    |        |         | <b>Impact ménage /100€</b>        | <b>6,8 €</b>    |         |            | <b>Impact ménage /100€</b>        | <b>9,3 €</b>    |            |       | <b>Impact ménage /100€</b>   |
|                           |                 |        | <b>Total</b>                      | <b>2 578 k€</b> |        |         | <b>Total</b>                      | <b>2 560 k€</b> |         |            | <b>Total</b>                      | <b>2 560 k€</b> |            |       | <b>Total</b>                 |
|                           |                 |        | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>564 k€</b>   |        |         | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>445 k€</b>   |         |            | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>445 k€</b>   |            |       | <b>Revalorisation du au</b>  |
|                           |                 |        | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>2 075 k€</b> |        |         | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>2 057 k€</b> |         |            | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>2 057 k€</b> |            |       | <b>Total réel avec effet</b> |
|                           |                 |        | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>777 k€</b>   |        |         | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>759 k€</b>   |         |            | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>759 k€</b>   |            |       | <b>Revalorisation / 2024</b> |

  

| TAXES                             | Année 2025 si taux national |        |         | Année 2025 si taux départemental  |                 |         |      |
|-----------------------------------|-----------------------------|--------|---------|-----------------------------------|-----------------|---------|------|
|                                   | Base                        | Taux   | Produit | Base                              | Taux            | Produit |      |
| TH Résidences secondaires         | 542 k€                      | 24,08% | +115%   | 131 k€                            | 542 k€          | 21,62%  | +93% |
| TH Locaux vacants                 | 112 k€                      |        |         | 27 k€                             | 112 k€          |         |      |
| TF Propriétés Bâties              | 5 840 k€                    | 40,35% | +25%    | 2 356 k€                          | 5 840 k€        | 40,35%  | +25% |
| TF Non Bâti                       | 125 k€                      | 50,91% | +15%    | 64 k€                             | 125 k€          | 49,58%  | +12% |
| <b>Total</b>                      | <b>2 578 k€</b>             |        |         | <b>2 578 k€</b>                   | <b>2 560 k€</b> |         |      |
| <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>564 k€</b>               |        |         | <b>Revalorisation du au taux</b>  | <b>445 k€</b>   |         |      |
| <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>2 075 k€</b>             |        |         | <b>Total réel avec effet COCO</b> | <b>2 057 k€</b> |         |      |
| <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>777 k€</b>               |        |         | <b>Revalorisation / 2024</b>      | <b>759 k€</b>   |         |      |

  

| Pour info                |        |
|--------------------------|--------|
| Revalorisation des bases | 1,7%   |
| Effet COCO 2025          | 503 k€ |
| Tau dynamique            | 6,2%   |

Entre 2024 et 2025, le produit fiscal communal à taux constant passe de : + **213 k€**, soit une augmentation de **16,3%**

Une hypothèse d'augmentation du produit fiscal communal résulte donc de deux facteurs pouvant être cumulatifs :

- L'application **obligatoire** stricte du coefficient de revalorisation des bases fiscales, à taux constant
- Une décision liée à l'augmentation des taux.

Les 3 propositions d'augmentation des taux seraient les suivantes avec la revalorisation de notre produit fiscal :

- Augmentation de 5% des taux d'imposition : + **314 k€**
- Augmentation de 7,5% des taux d'imposition : + **364 k€**
- Augmentation de 10% des taux d'imposition : + **414 k€**

Si la collectivité appliquait :

- les taux moyens départementaux, la revalorisation serait de : + **759 k€**
- les taux moyens nationaux, la revalorisation serait de : + **777 k€**

Le Conseil Municipal sera amené à débattre de l'opportunité à procéder à l'augmentation des taux d'imposition.

#### 4.1.2 Attribution de compensation

Il est rappelé que l'attribution de compensation est le flux financier entre l'E.P.C.I. et la commune. Son montant était en 2024 de 1 579 k€, montant conforme à la prévision budgétaire.

Considérant que la prochaine Maison des Assistantes Maternelles est en cours de création à la place de l'ex-médiathèque de La Chapelle-Gaceline, il a déjà été acté par O.B.C. le dé-transfert de cet équipement pour un montant de 21 k€. Il sera donc prévu au B.P. 2025 une somme totale de 1 600 k€

#### 4.1.3 Dotations et subventions

Les dotations perçues proviennent chaque année essentiellement de l'Etat.

Elles sont réparties de la manière suivante :

- La D.G.F. (Dotation Globale de Fonctionnement) : en baisse constante d'environ 1 à 2%
- La D.S.R. (Dotation de Solidarité Rurale) : en hausse ces dernières années passant de 86 k€ en 2022 à 110 k€ en 2024. Elle est attribuée pour tenir compte, d'une part, des charges que supportent les communes rurales pour maintenir un niveau de services suffisant en milieu rural et, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.
- La commune perçoit depuis 2021 une compensation établie à hauteur de 50% de la base imposable du foncier bâti des établissements industriels. Elle sera en 2025 d'un montant de 434 k€.

#### **4.1.4 Autres rentrées budgétaires**

Outre les autres recettes perçues chaque année pour les opérations d'exploitation (garderie, place des marchés locaux, les concessions des cimetières), il pourrait être nécessaire de revoir à la baisse la ligne budgétaire relative à la location par O.B.C. de l'étage de la Mairie occupé par les services du SPANC. En effet, ces derniers pourraient intégrer le local communautaire situé à la Ville Aux Aïnés. L'actuel loyer de 800 € par mois serait ainsi revu.

Enfin, dans la continuité de l'engagement réalisé en 2024 pour le calcul des travaux en régie réalisés par les services techniques, il sera également prévu une somme de 30 000 € qui prendra en compte les heures effectués par les agents municipaux pour la création sur 20 m<sup>2</sup> du service urbanisme, la modification de l'espace restant de la salle Giboire en une nouvelle salle de réception. Seront aussi comptabilisés les travaux réalisés dans la Maison Praud pour la venue d'un nouveau professionnel de santé (sage-femme).

## **4.2 Dépenses de Fonctionnement**

Dans l'attente des contrôles effectués de manière conjointe entre les services de la Trésorerie de Pontivy et le service de la comptabilité, nous pouvons dresser un point sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

L'architecture de nos budgets en 2025 devra porter une attention sur la maîtrise totale des charges de fonctionnement considérant que nos marges de manœuvre deviennent de plus en plus limitées.

### **4.2.1 Au titre des Charges à caractère générale**

Prévu au B.P. 2024 pour un montant de 1 277 k€, nos charges à caractère général verraient subir une diminution de 10% passant en 2025 à 1 139 k€.

Le tableau « Charges à caractère général : objectif -10% » vous a été communiqué ci-dessus.

Pour atteindre cet objectif, la commune a mis en place depuis l'année dernière un outil comptable dénommé « Liste des engagements ». Ce mécanisme permet l'enregistrement de chaque devis et de constater, poste par poste, l'évolution de nos dépenses. Cet engagement comptable devra donc rester dans la limite des autorisations budgétaires.

De même, la commune bénéficie de l'assistance de la société S.F.P. qui propose un logiciel de suivi des engagements en fonctionnement comme en investissement. La commune va pouvoir bénéficier de « compteurs budgétaires » pour le suivi au quotidien de nos dépenses.

Une lettre de cadrage sera adressée aux élus et chefs de services concernés pour une présentation des mesures prises lors de ce D.O.B.

Des opérations de rénovation de notre patrimoine immobilier ont été engagées ces dernières années et nous pouvons estimer que ce plan pluri-annuel est en voie d'achèvement. La commune ne devrait donc pas engager de nouveaux moyens supplémentaires importants.

En 2025, il sera procédé à une identification de possibles vente de locaux, professionnels ou d'habitation.

### **4.2.2 Au titre des Charges de Personnel**

La prévision budgétaire pour le Chapitre « Charges de Personnel » serait en 2025 de 1 917 300 € en hausse de + 107 000 € par rapport au B.P.2024.

Les raisons de cette croissance sont les suivantes :

- L'augmentation de + 3 points de la cotisation patronale de la C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) qui passe de 31,65% à 34,65% à compter du 01 janvier 2025. Cet organisme assure la gestion des pensions de retraite pour les fonctionnaires des collectivités locales. La dotation budgétaire passera donc de 259 k€ en 2024 à une prévision en 2025 de 290 k€.
- Comme chaque année, les avancements de grade et d'échelons pour certains agents vont venir impacter nos charges de personnel.
- Une hausse de + 20 k€ doit être envisagée par rapport au B.P.2024 pour faire face à des recrutements ponctuels en cas d'arrêts maladie.

A ce jour, il est recensé une seule perspective de départ en retraite d'un agent communal du service technique.

Une autre décision pourrait venir impacter la croissance de nos charges de personnel.

La commune recherche activement un nouveau médecin en vue de faire face au départ prochain du Docteur Gires. Plusieurs solutions sont à l'étude et l'une d'entre elles serait de prévoir l'achat d'un nouveau médecin. Les modalités administratives et financières ne sont pas encore connues mais une prévision budgétaire pour l'année 2025 en charges de personnel.

#### 4.2.3 Au titre des Charges de gestion courante

Chaque année, le poste « Charges de gestion Courante » dispose d'une spécificité dans la mesure où la commune doit constater dans son B.P. le déficit du Budget Annexe « Les Hauts de La Gacilly », montant qui ne fait pas l'objet d'une écriture comptable.

Cette année, le déficit prévisionnel de ce lotissement est de 371 327 €. La collectivité prévoit le financement de ce déficit par le Budget Principal pour une somme de 50 000 € en 2015.

Nos budgets annexes sont dorénavant au nombre de 8 avec la création en 2024 de celui pour la création du Lotissement des Châtaigniers. Une première approche budgétaire des budgets Cantine Scolaire, Activités Portuaires et Parc Immobilier prévoit que le Budget Principal puisse financer les déficits de ces 3 Budgets Annexes à hauteur de 150 k€.

Lors du vote du budget primitif, au conseil municipal de Mars, nous déciderons du vote des subventions aux associations. En rappelant que le montant versé en 2024 était de 134 k€, une attention sera portée à ces demandes pour évaluer la pertinence des projets présentés par les associations en 2025.

Enfin, une attention devra être portée lorsqu'il sera établi le montant de notre contribution obligatoire aux OGEC. Représentant environ 22% de nos charges de gestion courante, la commune indique chaque année que le coût des écoles est de 600 k€ réparti à somme égale entre le fonctionnement de l'école publique et le versement aux OGEC. Un bilan approfondi devra être réalisé pour l'ensemble des écoles de notre collectivité.

### 4.3 Budget d'Investissement

#### 4.3.1 Recettes d'Investissements

En Investissement, notre Compte Administratif de l'année 2024 présente un résultat de 1 918 k€. Ce résultat était négatif l'année dernière de 534 k€. Notre résultat reporté pour 2025 sera donc de + 1 383 k€

Trois autres lignes budgétaires viendront constituer nos futures recettes d'investissements :

- Les subventions : Alors que le montant des versements des subventions n'avait été que 151 k€ en 2024, la commune a déjà reçu un montant de 257 k€ depuis ce début d'année. Il est rappelé que la collectivité attend cette année une somme de 2,3 M€ correspondant aux arrêtes de subventions transmis par nos partenaires financiers pour des opérations déjà engagés.

Le contexte national avec son absence de lisibilité sur les ponctions budgétaires de l'Etat vers les collectivités locales que sont le Département et la Région fait qu'il est difficile d'envisager l'octroi de subventions pour l'année 2025.

Compte-tenu de ce contexte, la commune va prévoir une dotation de subventions de 2 447 k€, soit un montant légèrement supérieur à ce dont elle doit bénéficier pour des opérations précédentes.

- Le F.C.T.V.A : Son taux passerait de 16,404% à 14,85%, soit une baisse de 1,554 point. Nous attendons les informations certaines sur ce sujet mais dès à présent, notre budget doit prévoir cette diminution de cette compensation de T.V.A.
- En vue de faire face à nos prévisions de dépenses d'investissements, la globalité de notre excédent de fonctionnement va être entièrement affecté au budget d'investissement pour la somme de 516 k€

#### 4.3.2 Dépenses d'Investissements

Le tableau ci-après vous présente le P.P.I. avec la création de 3 colonnes : déjà Engagé, Prévu en 2025 et Non Prévu en 2025. Après avoir obtenu la liste des souhaits d'investissements présentés lors des commissions municipales, notre perspective de dépenses maximum d'investissements est résumée comme tel :

- Un montant de volume d'investissement de l'ordre de 3,2 M€ pour l'achèvement des opérations engagées (comme l'éco-quartier de l'Aff) et pour de nouvelles opérations (par exemple, l'achèvement des travaux de rénovation de la salle de sports de La Gacilly)
- Une réserve budgétaire de l'ordre de 1,9 M€ pour la réalisation de futurs investissements pouvant démarrer partiellement en 2025 et se poursuivre sur les années futures

# INVESTISSEMENTS

**La Gacilly**  
Glénac - La Chapelle-Gacilly - La Gacilly

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-01210220252-DE

\* seul les prix du budget principal sont en TTC

|  | CA 2024            | BP 2025            | BP 2026            |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Activités portuaires   | 974 688 €          | 150 000 €          |                    |
| ↳ Passe à poisson  | 974 688 €          | 150 000 €          |                    |
| Artémisia  | 15 165 €           | 30 000 €           |                    |
| ↳ Autres   | 15 165 €           | 30 000 €           |                    |
| Assainissement   | 1 087 336 €        | 100 000 €          |                    |
| ↳ Lagunes LCG  |                    | 100 000 €          |                    |
| Lotissement Glénac   |                    | 108 000 €          |                    |
| ↳ 2ème tranche   |                    | 8 000 €            |                    |
| ↳ 3ème tranche   |                    | 100 000 €          |                    |
| Lotissement La Chapelle                                      |                    | 20 000 €           |                    |
| ↳ Etude  |                    | 20 000 €           |                    |
| Parc Immobilier  | 135 121 €          | 462 500 €          |                    |
| ↳ Autres   |                    | 50 000 €           |                    |
| ↳ LCG : Le Phare   |                    | 400 000 €          |                    |
| Réalisation d'une MAM  |                    | 400 000 €          |                    |
| ↳ LG : 1 ter rue St-Vincent                                  |                    | 12 500 €           |                    |
| Principal  | 2 925 874 €        | 3 053 026 €        | 2 224 214 €        |
| ↳ 0121 - Achat foncier                                       | 1 542 €            | 90 000 €           | 150 000 €          |
| Autres   |                    | 50 000 €           | 150 000 €          |
| Achat terrain Mme Deroisné                                   |                    | 20 000 €           |                    |
| Achat terrain Mme Becker                                     |                    | 20 000 €           |                    |
| ↳ 0221 - Aménagement urbain et paysager                      | 29 262 €           | 143 000 €          | 71 300 €           |
| Mobilier   |                    | 5 000 €            | 56 300 €           |
| Mortier  |                    | 10 000 €           |                    |
| Bloc sanitaire mobile  |                    | 18 000 €           |                    |
| Clôtures   |                    | 10 000 €           |                    |
| Conteneurs OM  |                    | 100 000 €          |                    |
| ↳ 0321 - Bois - Forêts - Plans d'eau                         |                    | 15 000 €           | 24 000 €           |
| Autres   |                    | 5 000 €            |                    |
| Programme ONF  |                    | 10 000 €           |                    |
| ↳ 0421 - Ecole   | 10 927 €           | 130 000 €          |                    |
| Autres   |                    | 17 000 €           |                    |
| Porte entrée + salle décroissement + salle classe école      |                    | 13 000 €           |                    |
| Aménagement cour   |                    | 100 000 €          |                    |
| ↳ 0521 - Eglises - Chapelles - Cimetières - Petit patrimoine | 21 059 €           | 55 000 €           | 200 000 €          |
| Autres   |                    | 50 000 €           | 200 000 €          |
| Petit Patrimoine   |                    | 5 000 €            |                    |
| ↳ 0621 - Equipements des services                            | 47 481 €           | 40 700 €           | 202 914 €          |
| Matériel   | 3 581 €            | 35 000 €           | 99 095 €           |
| EPI  |                    | 5 700 €            |                    |
| ↳ 0821 - Mairies   | 25 999 €           | 258 000 €          |                    |
| Mairie LCG   |                    | 9 000 €            |                    |
| Mairie LG  | 25 999 €           | 49 000 €           |                    |
| Maison France Services                                       |                    | 200 000 €          |                    |
| ↳ 0921 - Numériques  |                    | 40 000 €           |                    |
| Marché Téléphonie  |                    | 15 000 €           |                    |
| Parc informatique  |                    | 5 000 €            |                    |
| Site internet  |                    | 20 000 €           |                    |
| ↳ 1021 - Salles communales                                   | 31 489 €           | 106 000 €          | 145 000 €          |
| Autres   |                    | 50 000 €           |                    |
| Réfection toiture salle saint Léon                           |                    | 30 000 €           |                    |
| Sécurisation bâtiments communaux                             |                    | 5 000 €            | 45 000 €           |
| Salle socioculturelle LCG                                    |                    | 21 000 €           |                    |
| ↳ 1121 - Services techniques                                 |                    | 5 000 €            |                    |
| Autres   |                    | 5 000 €            |                    |
| ↳ 1221 - Sports et loisirs                                   | 36 497 €           | 588 500 €          | 546 000 €          |
| Complexe sportif G   | 15 468 €           | 5 000 €            | 456 000 €          |
| Complexe sportif LG  | 1 897 €            | 93 500 €           |                    |
| Salle de tennis  | 12 699 €           | 190 000 €          |                    |
| Salle des sports LG  |                    | 300 000 €          |                    |
| ↳ 1321 - Voiries et réseaux                                  | 347 984 €          | 321 326 €          | 612 500 €          |
| Signalétique   |                    | 3 600 €            |                    |
| Rue de la Liberté  |                    | 50 000 €           |                    |
| Rue la bande Badin G   |                    | 150 000 €          |                    |
| Eclairage public LG  | 25 097 €           | 97 726 €           |                    |
| Bassin de rétention  |                    | 20 000 €           |                    |
| ↳ 20 - Etudes  | 25 512 €           | 20 500 €           |                    |
| Logiciel SFP   | 4 440 €            | 4 500 €            |                    |
| PLU  | 21 072 €           | 16 000 €           |                    |
| ↳ 5021 - Aménagement éco-quartier de l'Aff                   | 1 744 650 €        | 1 200 000 €        | 225 000 €          |
| Travaux  |                    | 1 200 000 €        |                    |
| ↳ 5223 - Aménagement centre urbain LG                        | 69 225 €           | 40 000 €           | 20 000 €           |
| Parkings payants   |                    | 20 000 €           |                    |
| Plan vélo  |                    | 20 000 €           | 20 000 €           |
| Cantine  | 5 075 €            | 2 000 000 €        |                    |
| ↳ Restructuration  | 5 075 €            | 2 000 000 €        |                    |
| Travaux  |                    | 2 000 000 €        |                    |
| <b>Total général</b>   | <b>5 143 260 €</b> | <b>5 923 526 €</b> | <b>2 224 214 €</b> |

## 5 Conclusion

L'augmentation des charges de fonctionnement corrélée à une bien moindre évolution des ressources a entraîné une forte diminution de notre CAF.

Le maintien de nos équilibres budgétaires passe par la mise en place d'arbitrages.

La présentation d'une lettre de cadrage pour la maîtrise des chapitres en fonctionnement évoqués ci-dessus est un acte permettant de contenir ces dépenses. Chaque ligne budgétaire doit être étudiée avec pertinence pour pouvoir retrouver une épargne facilitant le financement des investissements à venir.

Afin de faire face aux baisses continues de dotations depuis 7 ans, les finances de la ville ont été gérées avec la plus grande rigueur. Ainsi de nombreuses actions ont été engagées (renégociation des contrats, optimisation des dépenses...) afin de maintenir les charges de fonctionnement à un niveau raisonnable, tout en proposant toujours une bonne qualité de services à la population, et en poursuivant les travaux conformément au programme établi. Les nombreux investissements de ces dernières années ont été réalisés sans mettre en péril les finances de la collectivité.

Dans ce contexte incertain, nous souhaitons cependant continuer à soutenir le dynamisme du secteur associatif, dans tous les domaines, notamment social, culturel, sportif et de loisirs pour un mieux vivre ensemble et poursuivre la réalisation des équipements structurants pour l'avenir, y compris ceux de proximité dans les différents quartiers (jeux d'enfants, voirie...).

In fine, la municipalité entend, en 2024, poursuivre le développement de la commune et des services proposés à la population avec une ligne directrice budgétaire claire : maintenir la rationalisation et la maîtrise de ses dépenses, afin de continuer à préserver du mieux possible les contribuables Gaciliens.

Depuis 2017, la commune nouvelle de La Gacilly a démontré, lors des 8 exercices (de 2017 à 2024), que ses investissements étaient au service du développement de tout le territoire.

Cette année 2025 marque notre volonté de poursuivre dans cette voie en continuant à investir et en ayant un objectif commun : développer l'attractivité de notre territoire pour, à la fois, accueillir de nouveaux habitants et répondre aux multiples attentes de ceux qui y résident.

Nos investissements communaux ainsi que ceux de la communauté de communes de l'Oust à Brocéliande sont un engagement pour l'avenir de La Gacilly.



N° : 2025 – 02– 21 –02

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 21 février 2025

**Objet :** Travaux-Avenant au marché de travaux d'aménagement et de voirie du Pâtis

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents :** Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents :** Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que, par délibération en date du 13 septembre 2024, le conseil municipal avait émis un avis favorable pour l'attribution du marché public portant sur la réfection de voirie et des aménagements sur le secteur du Patis et de La Ville Jarnier pour un montant de 123 013 € H.T.

Il précise qu'un avenant a été présenté par l'entreprise COLAS, attributaire de ce marché, pour travaux supplémentaires lié à la réalisation complémentaire de peintures sur voiries. Le montant est de 741 € H.T. portant le marché à 123 754 € H.T.

*Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :*

- Approuve l'avenant présenté par l'entreprise attributaire de ce marché pour un montant de 741 € H.T.
- Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à signer les documents relatifs à cette décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEL0221022025-DE

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUEL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Hélène Magré, the secretary of the meeting.

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le ..0..7..MARS..2025  
et de sa réception en Préfecture le .....0..7..MARS..2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –03

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 21 février 2025**

**Objet** : Travaux-Avenant au marché d'étude pour travaux d'aménagement de voirie

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée que, lors du Conseil Municipal en date du 13 septembre 2024, il a été attribué au cabinet GEO BRETAGNE SUD le marché d'étude portant sur la réalisation de travaux sur les 4 secteurs suivants :

- Rue de La Liberté
- Rue de la Roche Piquée
- Allée des Villes Jeff
- Rue de l'Ecole

Il précise que le montant de ces études est de 19 400 € H.T.

Puis, il souligne qu'un avenant relatif à la mise en place de piquetage complémentaires pour la Rue de L'Ecole a été présenté par l'entreprise attributaire de ce marché pour un montant de 500 € H.T.

Le nouveau montant des honoraires auprès de ce prestataire est dorénavant de 19 900 € H.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'avenant présenté par l'entreprise attributaire de ce marché pour un montant de 500 € H.T.
- Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à signer les documents relatifs à cette décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEL0321022025-DE

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUEL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le ..0..7..MARS..2025  
et de sa réception en Préfecture le ..0..7..MARS..2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –04

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 21 février 2025

**Objet** : Projets Structurants-Avenant négatif au marché de contrôle technique lié à la réhabilitation de la Capitainerie

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

---

Monsieur Le Maire rappelle à l'Assemblée que la commune avait sollicité en 2023 la société ALPES CONTROLE pour la réalisation de missions de contrôle technique et de coordination SPS pour les travaux de réhabilitation de l'ex-local Canoë-Kayak.

Il précise que, préalablement à toute perspective d'évolution de ce local, la société ALPES CONTROLE est dernièrement intervenu pour une vérification des infrastructures du bâtiment.

Il en ressort que deux missions ont été supprimées : le repérage amiante et la recherche de plomb.

Il souligne que le montant de cet avenant négatif est de 560 € H.T. et le montant des honoraires auprès de ce prestataire est dorénavant de 5 120 €. H.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'avenant négatif présenté par l'entreprise attributaire de ce marché pour un montant de 560 H.T.
- Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à signer les documents relatifs à cette décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEL0421022025-DE

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUEL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le ~~0~~..7..MARS..2025  
et de sa réception en Préfecture le ~~0~~..7..MARS..2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –06

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 21 février 2025**

**Objet** : Affaires foncières – Demande d'acquisition d'une parcelle de chemin par M.et Mme HUBERT Daniel

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

---

En date du 2 janvier 2025, M. et Mme HUBERT Daniel ont sollicité la commune pour demander l'acquisition d'une partie du chemin situé à l'arrière de leur propriété au 2 allée des Sorbiers. (plans ci-dessous).

Considérant que la parcelle, d'une superficie d'environ 171m<sup>2</sup>, est actuellement propriété de la commune.

Considérant qu'après étude de la demande, le Conseil Municipal propose de vendre cette parcelle au prix de 5.00/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 855€,

Considérant que les frais de géomètre et de notaire liés à cette transaction seront entièrement pris en charge par les particuliers acquéreurs,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'autoriser la vente de la parcelle susmentionnée à M. et Mme HUBERT Daniel, sous réserve de l'acceptation des conditions énoncées.
- Autorise le maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette vente.

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de La Gacilly,  
Philippe NOGET

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le 07 MARS 2025  
et de sa réception en Préfecture le 07 MARS 2025.

La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.



N° : 2025 – 02– 21 –07

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 21 février 2025**

**Objet** : Affaires foncières – Cession d'une partie du chemin communal à Mme HERVÉ Marie Reine

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERESE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

---

Considérant que Madame HERVÉ Marie Reine, propriétaire du 47 La Bouie, Glénac, souhaite acquérir une superficie d'environ de 35m<sup>2</sup> de chemin communal situé juste avant l'entrée de son garage (voir plan ci-dessous),

Considérant que cette superficie est reliée au chemin public et qu'elle est d'une importance pour l'accès à sa propriété,

Considérant qu'après négociation, il a été convenu d'un prix de cession de 5€/m<sup>2</sup>, ce qui représente un montant total de 175€ pour la superficie d'environ 35m<sup>2</sup>,

Considérant que les frais de géomètre et de notaire liés à cette transaction seront entièrement pris en charge par les particuliers acquéreurs,

Au regard de ces éléments, il est proposé d'émettre un avis favorable à la cession de cette partie du chemin communal à Mme HERVÉ, sous réserve du respect des conditions mentionnées ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025  
Reçu en préfecture le 07/03/2025  
Publié le  
ID : 056-200064269-20250221-DEL0721022025-DE



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'autoriser la vente de la parcelle susmentionnée à Mme HERVÉ Marie Reine, sous réserve de signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette vente.**
- **Autorise le maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette vente.**

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de La Gacilly,  
Philippe NOGET  
La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication ou de sa notification le 0...7...MARS...2025 et de sa réception en Préfecture le 0...7...MARS...2025...



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –08

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 21 février 2025

**Objet** : Garderie Scolaire-Mise en place d'un tarif retard

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

Monsieur Le Maire rappelle à l'Assemblée les modalités actuelles de la gestion de la garderie scolaire existante au sein de l'école publique Jean de La Fontaine.

Il précise que certains parents ne respectent pas les horaires de ce service pour les enfants récupérés en fin de journée.

Il est proposé de pouvoir appliquer une pénalité pour retard constaté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'application pour la garderie scolaire d'une pénalité pour retard constaté
- Fixe cette pénalité à 5 € par retard constaté
- Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à signer les documents relatifs à cette décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEL0821022025-DE

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUË

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le 07 MARS 2025  
et de sa réception en Préfecture le 07 MARS 2025



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –10

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 21 février 2025

**Objet** : Subventions aux Associations-Avis sur l'octroi d'une subvention en soutien à Mayotte

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUEL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

---

Monsieur Le Maire rappelle à l'Assemblée que le 14 décembre 2024, le cyclone CHIDO a frappé MAYOTTE, causant des dégâts considérables sur l'ensemble de ce territoire. Ce département a subi la destruction de nombreuses infrastructures : routes, écoles et réseaux d'eau et d'électricité.

Au regard de l'urgence de la situation sur les plans humains et sanitaires, des collectivités territoriales ont décidé d'octroyer une subvention exceptionnelle.

Ainsi, certaines communes ont attribué une subvention exceptionnelle par l'intermédiaire des organismes suivants : Fondation de France, Protection Civile,

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur l'octroi d'une subvention exceptionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix contre et 10 absentions :

- Décide ne pas octroyer une subvention exceptionnelle en soutien à Mayotte
- Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à assurer le suivi de cette délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEL1021022025-DE

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUEL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'H. Magré', is written below the typed name of the secretary.

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le ..0..7..MARS. 2025  
et de sa réception en Préfecture le 0..7..MARS. 2025...

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

N° : 2025 – 02– 21 –12

Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 21 février 2025**

**Objet** : Approbation du Plan Communal de Sauvegarde

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un février, à 18h30, le conseil municipal de la commune de LA GACILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie de La Gacilly, sous la présidence de Jacques ROCHER, Maire de La Gacilly.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 13 février 2025

Présents : 17  
Absents : 12  
Votants : 21

**Présents** : Jacques ROCHER, Jean-Yves DRÉAN, Sophie NICOLE, Nicolas PIROT, Marie FLAGEUL, Olivier ATHIMON, Joseph GUILLOUCHE, Philippe NOGET, Pierrick LELIEVRE, Christine RICHARD, Sylvie ROLLO, Frédéric GLON, Fabrice GENOUËL, Pierre CHOUPEAUX, Youenn COMBOT, Soazig GUÉRIN, Hélène MAGRÉ.

**Absents** : Delphine BOULANGER, Catherine LE CHÊNE-COLLEAUX (donne pouvoir à Marie FLAGEUL), Jean-Yvon CASTEL, Solange THOMAS-RUBEAUX, Chantal THERENE-NAEL, Eric VAUCELLE (donne pouvoir à Frédéric GLON), Lionel SOULAIN (donne pouvoir à Nicolas PIROT), Pierrick HERCELIN (donne pouvoir à Joseph GUILLOUCHE), Valérie LETOURNEL, Karine BRANCHE, Sonia GUIMARD, Mallory CANCOUET.

Hélène MAGRÉ a été élue secrétaire de séance

---

Monsieur Le Maire expose que la loi N° 2004-811 du 13 Août 2004 dite de modernisation de la sécurité civile a donné assise juridique à la réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S.) qui permettent de prévenir et de sauvegarder la population en cas d'évènements exceptionnels. Cette loi, par son Chapitre 2-Protection Générale de la Population-article 13, rend obligatoire l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde.

Le décret N° 2005-1156 du 13 Septembre 2005 précise, dans son article 1, que le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Ce P.C.S. établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention.

Le Plan Communal de Sauvegarde comprend :

- a) Le document d'Information Communal sur les Risques majeurs (DICRIM)
- b) Le diagnostic des risques et des vulnérabilités locales
- c) L'organisation assurant la protection et le soutien de la population
- d) L'organisation du poste de commandement communal mis en place par le Maire en cas de nécessité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

- e) Les actions devant être réalisées par les conseillers municipaux, services administratifs et techniques
- f) L'inventaire des moyens propres de la commune ou pouvant être fournis par des personnes privées implantées sur le territoire communal

Le Plan Communal de Sauvegarde est élaboré à l'initiative du Maire de la Commune. Il fait l'objet d'un arrêté pris par Le Maire et transmis au Préfet du Morbihan.

L'existence du P.C.S. est portée à la connaissance du public. Il est accompagné du D.I.C.R.I.M. qui précisent le contenu et la forme des informations à porter à la connaissance du public. Ce document a pour objectif d'informer les habitants de la commune sur les risques naturels et technologiques auxquels ils sont soumis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'approuver le Plan Communal de Sauvegarde
- Décide d'approuver le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'arrêté d'application du Plan Communal de Sauvegarde

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de La Gacilly,  
Philippe NOGET

La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

Délibération certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu  
de sa publication ou de sa notification le 07 MARS 2025  
et de sa réception en Préfecture le 07 MARS 2025



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Décision du Maire – N° 121022025**

Le Maire de la Commune nouvelle de La Gacilly,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

VU la délibération en date du 27 janvier 2017 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Le Maire rend compte des décisions du 17/01/2025 au 21/02/2025 et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

| Relevé de décision du 17 Janvier au 21 février 2025           |                                 |            |             |
|---|---------------------------------|------------|-------------|
| Objet de la consultation                                      | Noms des entreprises consultées | Montant HT | Montant TTC |
| Contrôles de levage engin CTM                                 | Socotec                         | 151,00 €   | 181,20 €    |
| Location Nacelle 28m pour intervention toit église La Gacilly | Actis                           | 987,60 €   | 1 185,12 €  |
|   | Locarmor                        | ?          | ?           |
| Entretien parking rue du Menhir                               | ESAT Les Menhirs                | 870,77 €   | 1 044,92 €  |
| Entretien Cimetière La Gacilly                                | ESAT Les Menhirs                | 2 940,00 € | 3 528,00 €  |
| Entretien Aire de jeux Graslia                                | ESAT Les Menhirs                | 975,00 €   | 1 170,00 €  |
| Entretien Graslia Bel orient                                  | ESAT Les Menhirs                | 3 712,05 € | 4 454,46 €  |
| Entretien cimetière Glénac                                    | ESAT Les Menhirs                | 1 376,96 € | 1 652,35 €  |
| Entretien Cimetière La Chapelle Gaceline                      | ESAT Les Menhirs                | 980,00 €   | 1 176,00 €  |
| Entretien Rue des Templiers ex maison de retraite             | ESAT Les Menhirs                | 975,00 €   | 1 170,00 €  |
| Repérage amiante et plomb locaux France Service               | DEKRA                           | 1 370,00 € | 1 644,00 €  |
|   | APAVE                           | 2 480,00 € | 2 976,00 €  |
|   | Bretagne Diagnostics            | ?          | ?           |
| Achat de consommables électriques pour stock                  | CDLELEC                         | 912,45 €   | 1 094,94 €  |
|   | Calvez                          | 934,21 €   | 1 121,05 €  |
|   | Distrilec                       | 1 462,09 € | 1 754,51 €  |
| Tablette bois aménagement placard Urba                        | LTM                             | 378,29 €   | 453,95 €    |
|   | Bretagne matériaux              | 440,41 €   | 528,49 €    |
| Achat de radiateurs + VMC local 1 TER St Vincent              | Yesss électrique                | 1 655,37 € | 1 986,44 €  |
|   | CDLELEC                         | 1 655,57 € | 1 986,68 €  |
|   | Distrilec                       | 2 012,30 € | 2 414,76 €  |
|   | Calvez                          | 2 165,00 € | 2 598,00 €  |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

|   |                                |                   |                   |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Achat de petit outillage service bâtiment                   | <b>LTM</b>                     | <b>1 043,1</b>    |                   |
|   | <i>Wurth</i>                   | 1 276,46 €        | 1 531,75 €        |
| Achat consommables services bâtiment                        | <b>LTM</b>                     | <b>985,97 €</b>   | <b>1 186,16 €</b> |
|   | <i>Wurth</i>                   | 1 276,46 €        | 1 531,75 €        |
| Achat fertilisation terrains de foot                        | <b>Vert et Nature</b>          | <b>4 825,73 €</b> | <b>5 752,20 €</b> |
|   | <i>Kabelis</i>                 | 5 355,75 €        | 6 237,70 €        |
|   | <i>Veralia</i>                 | 6 856,25 €        | 8 192,50 €        |
|   | <i>Hortibreiz</i>              | 7 959,83 €        | 9 230,96 €        |
| Achat de gazon de regarnissage terrains de foot             | <b>Veralia</b>                 | <b>3 965,50 €</b> | <b>4 362,05 €</b> |
|   | <i>Kabelis</i>                 | 3 720,00 €        | 4 092,00 €        |
|   | <i>Vert et Nature</i>          | 3 929,00 €        | 4 321,90 €        |
|   | <i>Hortalis</i>                | 3 960,00 €        | 4 356,00 €        |
|   | <i>La Source</i>               | 4 163,40 €        | 4 595,22 €        |
| Achat Sulfat de Cuivre soin chevaux                         | <b>Pharmacie de La Gacilly</b> | <b>42,50 €</b>    | <b>43,39 €</b>    |
| Achat d'un aspirateur en remplacement de celui HS Mairie LG | <b>UGAP</b>                    | <b>179,50 €</b>   | <b>215,40 €</b>   |
| Achat écarteurs laine de verre aménagement bureaux Urba     | <b>Rexel</b>                   | <b>172,20 €</b>   | <b>206,64 €</b>   |
| Achat d'un retour de bureau gauche bureau Urba              | <b>Ouest équipement</b>        | <b>175,50 €</b>   | <b>210,60 €</b>   |
| Intervention sur chaudière Mairie LG                        | <b>Roquet</b>                  | <b>262,59 €</b>   | <b>315,11 €</b>   |
| Remplacement ventilateur toilettes auto Place YR            | <b>SAGELEC</b>                 | <b>286,66 €</b>   | <b>343,99 €</b>   |
| Achat d'une porte Aménagement Salle Giboire                 | <b>Le Moine</b>                | <b>2 348,75 €</b> | <b>2 818,50 €</b> |
|   | <i>Bretagne matériaux</i>      | 2 430,00 €        | 2 919,04 €        |
| Achat matériaux et matériel faux plafond Salle Giboire      | <b>Bretagne matériaux</b>      | <b>2 176,57 €</b> | <b>2 611,88 €</b> |
|   | <i>Dispano</i>                 | 2 242,11 €        | 2 690,53 €        |
| Achat de couteau de défeutrage pour Amazone                 | <b>Bernard Motoculture</b>     | <b>288,36 €</b>   | <b>346,03 €</b>   |
| Achat de terreau pour fleurissement 2025                    | <b>Kabelis</b>                 | <b>7 138,80 €</b> | <b>7 852,68 €</b> |
|   | <i>Hortibreiz</i>              | 6 685,20 €        | 7 618,32 €        |
| Achat de gants pour agents                                  | <b>Sofibac</b>                 | <b>504,00 €</b>   | <b>604,80 €</b>   |
| Peinture cabinet sage femme                                 | <b>JEFCO</b>                   | <b>666,36 €</b>   | <b>799,63 €</b>   |
|   | <i>Theodore</i>                | 1 035,55 €        | 1 242,66 €        |

➤ Décide de solliciter toutes les subventions possibles

Les présentes décisions seront inscrites au registre des délibérations de la Commune et ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Morbihan.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 31/03/2025

Reçu en préfecture le 31/03/2025

Publié le

ID : 056-200064269-20250221-DEC0121022025-AU

Pour extrait conforme  
Le Maire Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de Glénac  
Fabrice GENOUEL



La secrétaire de séance,  
Hélène MAGRÉ

Délibération certifiée exécutoire par le Maire le 31 MARS 2025  
de sa publication ou de sa notification le 31 MARS 2025  
et de sa réception en Préfecture le 31 MARS 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.



**Département du Morbihan – Canton de Guer – Commune nouvelle de La Gacilly  
Décision du Maire – N° 2**

Le Maire de la Commune nouvelle de La Gacilly,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23  
VU la délibération en date du 27 janvier 2017 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Renoncement à l'exercice du Droit de Prémption Urbain

Du 06/01/2025 au 12/02/2025

| N°<br>D.I.A. | Date de<br>décision | Parcelle   | Surface<br>(m <sup>2</sup> ) | Adresse                   | Nature |        |      |       |
|--------------|---------------------|------------|------------------------------|---------------------------|--------|--------|------|-------|
|              |                     |            |                              |                           | T.N    | T.N.C. | T.C. | Autre |
| 01           | 13/01/2025          | 061 AO 119 | 264                          | 5 Rue Françoise d'Amboise |        |        | X    |       |
| 02           | 17/01/2025          | 061 AM 733 | 249                          | 47 Rue des Jonquilles     |        |        | X    |       |
| 03           | 17/01/2025          | 061 AN 198 | 52                           | Rue du Vaugleu            |        |        | X    |       |
|              |                     | 061 AN 199 | 28                           |                           |        |        |      |       |
|              |                     | 061 AN 200 | 35                           |                           |        |        |      |       |
| 04           | 29/01/2025          | 061 AL 382 | 361                          | 21 Avenue de Bretagne     |        |        | X    |       |
| 05           | 31/01/2025          | 061 AM 427 | 425                          | 12 Avenue des Erables     |        |        | X    |       |
| 06           | 06/02/2025          | 061 AR 659 | 935                          | Rue de la Bouère          |        | X      |      |       |
|              |                     |            |                              |                           |        |        |      |       |
|              |                     |            |                              |                           |        |        |      |       |
|              |                     |            |                              |                           |        |        |      |       |
|              |                     |            |                              |                           |        |        |      |       |

- TN : Terrain Nu (non constructible)
- TNC : Terrain Nu Constructible
- TC : Terrain Construit
- Autre : carrière, bois, camping ...

Les présentes décisions seront inscrites au registre des délibérations de la Commune et ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Morbihan.

Le Maire, Jacques ROCHER  
Pour le Maire et par délégation  
Le Maire délégué de La Gacilly  
Philippe NOGET



*(Handwritten signature in blue ink)*

